



::: **emergency** needs assessment branch

Afrique de l'Ouest:

***Bilan des connaissances sur
le commerce et les marchés
impliqués dans la sécurité
alimentaire***

**Strengthening Emergency Needs
Assessment Capacity (SENAC)**

Mai 2006

Afrique de l'Ouest: Bilan des connaissances sur le commerce et les marchés impliqués dans la sécurité alimentaire

Préparé par: *Noëlle Terpend, Consultante, Expert en commercialisation des produits agricoles et d'élevage, Expert en sécurité alimentaire.*

Sous la supervision de:

Patricia Bonnard, FEWS NET

Geert Beekhuis, Programme Alimentaire Mondial

Pour toute question, s'adresser à :

Geert Beekhuis, Chargé régional de l'analyse des marchés

Tel. + 221 8496500

E-mail : Geert.Beekhuis@wfp.org

La Commission européenne, à travers le Projet SENAC, et USAID ont contribué financièrement à la réalisation de cette étude.

Mai 2006

© World Food Programme, Emergency Needs Assessment Branch (ODAN)

United Nations World Food Programme

Headquarters: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italy

***Afrique de l'Ouest: Bilan des connaissances sur le commerce
et les marchés impliqués dans la sécurité alimentaire***

Mai 2006

Remerciements

L'auteur et ses superviseurs techniques tiennent à remercier les partenaires et en particulier le CILSS, qui ont commenté une première version du rapport et fournit d'autres informations indispensables à la réalisation de ce rapport.

TABLE DES MATIERES

Résumé	10
1 Introduction	12
1.1 Un peu d'histoire	12
1.2 Le contexte de l'étude	13
1.3 Cadrage de la mission	14
1.3.1 Objectif de la mission	14
1.3.2 Produits et zone géographique concernés	14
2 Les facteurs clefs qui affectent les marchés et les flux transfrontaliers	14
2.1 Production et échanges	15
2.1.1 Situation de la production céréalière sahélienne	15
2.1.2 L'organisation générale des marchés	17
2.1.3 L'organisation des échanges	17
2.1.4 Les échanges transnationaux	18
2.2 Les facteurs qui affectent le commerce transfrontalier	22
2.2.1 Les différences de potentiels productifs	23
2.2.2 Les différences de prix	23
2.2.3 Les modifications des taxes	24
2.2.4 Les changements de politiques économiques	24
2.2.5 Les évènements sociaux et confessionnels	25
2.2.6 Le nouvel environnement économique de la zone ouest africaine	26
2.2.7 Le développement des réseaux de communication	31
2.3 Les évènements de la campagne 2004-2005	32
3 Identification des marchés charnières à suivre	36
3.1 Niger	36
3.2 Nigeria	37
3.3 D'autres pays de la Côte	38
3.4 Burkina Faso	38
4 Lacunes dans les connaissances	38
4.1 Les informations acquises	39
4.1.1 Les informations pratiques	39
4.1.2 Les informations ponctuelles, descriptives/théoriques	42
4.2 L'amélioration de l'analyse de la sécurité alimentaire	44
4.2.1 Les informations à rechercher et à suivre	44
4.2.2 Améliorer l'analyse de la situation alimentaire	44
5 Conclusion et recommandations	46
Annexe 1 : Inventaire des publications	51
Annexe 2 : Résumé des caractéristiques des marches / échanges	64
Annexe 3 : Personnes interviewées	59

Résumé

Le commerce transfrontalier et les marchés ont joué un rôle fondamental ces dernières années pour réguler les approvisionnement des zones déficitaires et réduire l'insécurité alimentaire au Sahel. En 2004/2005, pendant la crise, ce mécanisme a également fonctionné. En effet des céréales étaient disponibles sur les marchés, même si les prix étaient très élevés. Mais il faut toutefois noter que: i) des faiblesses, comme celles relatives à la fermeture des frontières ont été observées dans ce rôle 'régulateur'; et ii) ce mécanisme n'est pas toujours bien compris ni suivi par les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire au Sahel.

Afin de contribuer à un éclaircissement du rôle des marchés et à un renforcement du suivi des marchés et leurs impacts sur la sécurité alimentaire, le PAM a lancé une étude des connaissances existantes sur les marchés et les flux transfrontaliers en Afrique de l'Ouest, en consultation avec ses partenaires comme le FEWS et le CILSS. Cette évaluation des informations secondaires et des entretiens avec des personnes ressources est considérée comme une première phase du processus de renforcement de l'analyse et du suivi de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, toutes les informations secondaires utilisées pour cette étude sont disponibles sur CD ROM. Une première version de ce rapport a bénéficié des commentaires des partenaires comme le CILSS et le FEWS NET.

Les facteurs qui affectent les marchés et les flux transfrontaliers sont passés en revue aux chapitres 2 et 3. Sans être exhaustif, on peut citer: les productions agricoles dans les différents pays, l'organisation des marchés et des flux transfrontaliers, les écarts des prix entre les différentes zones, les régimes fiscaux et commerciaux des pays et les événements sociopolitiques. Ensuite, une sélection des marchés charnières à suivre est présentée, par exemple pour le cas de Nigeria, les marchés de Dawanau, de Potsikom et de Maïdigou.

Il a été constaté qu'une grande partie de l'information nécessaire pour un bon suivi de la sécurité alimentaire et des marchés existe déjà, mais qu'elle n'est pas suffisamment utilisée. L'amélioration du suivi des marchés et de la sécurité alimentaire passe donc d'abord par un renforcement des capacités techniques, humaines et financières des institutions nationales et régionales. Ensuite, celles – ci devraient améliorer leur suivi par :

- Une meilleure utilisation des bilans céréaliers et une meilleure interprétation des déficits;
- Des analyses qui sont placées dans un cadre sous-régional;
- Une meilleure prise en compte des produits de rente y compris le bétail; et
- Un suivi de l'impact de l'évolution des prix sur la sécurité alimentaire et non pas seulement un suivi des prix.

Le principal manque d'informations concerne les flux transfrontaliers des vivres. Pour tout suivi de la sécurité alimentaire, des connaissances relatives aux quantités et à la direction des flux sont nécessaires.

Ces propositions, visant le renforcement du suivi des marchés et de la sécurité alimentaire, ont été formulés en termes de recommandations (voir chapitre 5). La mise

en œuvre des neuf recommandations est le travail de tous les partenaires impliqués dans la sécurité alimentaire au Sahel. Au vu de son mandat, de ses connaissances et de ses expériences, le PAM souhaite notamment contribuer à: i) un appui technique aux systèmes de suivi des institutions nationales et régionales; ii) la mise en place du suivi des flux transfrontaliers (expérience en Afrique australe); et iii) l'élaboration et la mise en œuvre des outils de suivi de l'impact des prix sur la sécurité alimentaire des ménages.

1 Introduction

1.1 Un peu d'histoire

La zone sahélienne subit régulièrement, depuis plusieurs siècles, des aléas climatiques, en particulier pendant la période des pluies, qui ont pour conséquence une baisse plus ou moins forte de la production de céréales, base de l'alimentation des populations. Cette situation, conjuguée à une forte augmentation de la population et une urbanisation en pleine expansion, entraîne, depuis quelques années, une pénurie alimentaire difficile à résoudre pour les pays concernés.

Depuis le début des années 70, les grandes sécheresses enregistrées (en particulier 1973 et 1984) ont provoqué une prise de conscience des gouvernements et des bailleurs de fonds de la fragilité de la sécurité alimentaire de la zone. En réaction aux deux grandes sécheresses mentionnées, les gouvernements sahéliens ont voulu maîtriser et la production et la commercialisation des céréales. On a alors vu se développer les organismes ou offices d'Etat chargés d'encadrer les producteurs de céréales et d'acheter les produits pour maîtriser l'approvisionnement des populations. Des organismes l'OPAM¹ au Mali (1965), l'OPVN² au Niger (1970), l'OFNACER³ au Burkina Faso (1971), l'OMC⁴ en Mauritanie (1975) et l'ONC⁵ au Tchad (1977) ont été créés. Ils sont responsables de l'achat d'une partie de la production (moins de la moitié) en rétrocédant des agréments aux commerçants. Ces organismes doivent stocker les céréales et les remettre sur le marché en période de soudure afin de réduire la spéculation commerçante. Ils fixent les prix d'achat aux producteurs, prix qui seront appliqués par les commerçants mêmes en dehors des achats faits pour les offices. Les exportations et les importations vers les pays limitrophes sont alors fortement réduites et se font d'Etat à Etat et à travers des offices céréaliers⁶.

Cette période qui couvre la fin des années 60 jusqu'au début des années 80 (Mali) et 90 (Niger, Burkina Faso, Mauritanie et Tchad) se caractérise par un commerce de céréales actif mais très encadré par les offices publics. Les commerçants doivent suivre de près les directives des Etats. Leur liberté d'action est relative.

Au début des années 90, devant l'échec des politiques économiques mises en place par les Etats, et plus particulièrement les politiques céréalières, les pays sahéliens sont confrontés aux programmes d'ajustement structurels dont l'application est demandée par les institutions de Bretton Wood. Le commerce des céréales est libéralisé dans l'ensemble des pays sahéliens pendant la décennie 90 (sauf au Mali où la libéralisation avait commencé dès 1980 avec la mise en place du PRMC⁷). Les

¹ Office des Produits Agricoles du Mali

² Office des Produits Vivriers du Niger

³ Office National Céréaliers

⁴ Office Mauritanien des Céréales

⁵ Office National des Céréales

⁶ L'intégration régionale des marchés céréaliers : une approche économétrique – V. Caupin et B. Laporte – dans *Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest* – ORSTOM – Cahiers des Sciences Humaines – Nouvelle série n°6 - 1998

⁷ Programme de Restructuration du Marché Céréaliier

Offices de commercialisation sont restructurés ou démantelés (OFNACER). Leur rôle dans le marché céréalier est réduit à la seule gestion des stocks de sécurité. Les prix des céréales sont fixés par le marché et les commerçants exercent désormais leurs activités en toute liberté.

Fortement influencés par 20 ans d'encadrement d'Etat, les commerçants mettent du temps à renouer des liens avec les commerçants des pays limitrophes et à redynamiser les réseaux de négoce ancestraux. Par exemple, au Burkina Faso, le commerce transfrontalier de céréales ne recommence à prendre une dimension régionale que lors de la crise alimentaire de 1997-1998 où les commerçants s'approvisionnent de manière conséquente auprès de commerçants maliens. Au Niger, la situation est un peu différente puisque le commerce transfrontalier avec le Nigeria a toujours été très actif. Mais lors de la crise de 2002, le Niger s'approvisionne au Burkina Faso pour le renouvellement de son stock de sécurité. Les commerçants nigériens se sont également beaucoup tournés vers le Bénin, le Ghana, etc. pour acheter du maïs lors de la crise de 2004/2005.

1.2 Le contexte de l'étude

Le commerce transfrontalier qui a joué un rôle fondamental ces dernières années pour réguler les approvisionnement des marchés et réduire l'insécurité alimentaire d'origine quantitative⁸, a été perturbé, pendant la campagne de commercialisation 2004-2005, par l'existence et la mise en place de blocages formels et informels à exporter. La fermeture des frontières d'un certain nombre de pays de la sous-région a contribué à l'augmentation importante des prix des céréales sur les marchés déficitaires et à l'impossibilité d'acheter pour certains groupes de populations vulnérables.

Ces réactions en chaîne suite au ralentissement des échanges transfrontaliers ont mis en évidence l'importance des liens économiques étroits au niveau de l'ensemble du marché céréalier de la sous-région (pays sahéliens et pays côtiers). Le fait que l'une de ces relations soit perturbée pendant une certaine période pouvait avoir des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire de populations vulnérables.

Cette expérience difficile a permis de mettre en évidence le besoin d'informations plus fines et plus exhaustives sur le fonctionnement des marchés de céréales en particulier mais également de produits dits « de rente » qui apportent aux populations les revenus nécessaires pour acheter les céréales pendant la période de soudure.

Le PAM, en consultation avec ses partenaires comme le FEWS NET et le CILSS⁹, a lancé une étude préliminaire des connaissances sur les marchés et les flux transfrontaliers des produits agricoles et d'élevage en Afrique de l'Ouest afin de mieux mettre en évidence son importance. Cette étude des informations secondaires est considérée comme une première phase du processus de renforcement de l'analyse et du suivi de la sécurité alimentaire.

⁸ Il y a désormais des céréales sur les marchés en toute saison même si le prix est élevé.

⁹ Comité permanent Inter-états pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel.

L'étude à la base du présent document a été faite par Mme Noëlle Terpend (consultante)¹⁰, elle était commanditée par le PAM et mise en œuvre sous la supervision technique de Geert Beekhuis (PAM, Analyste régional des marchés) et de Patricia Bonnard (FEWS NET Conseillère Commerce et Marché). Ce rapport a bénéficié des commentaires reçus des partenaires y compris le CILSS. Les opinions et les affirmations contenues dans le rapport n'engagent pas les partenaires du PAM.

1.3 Cadrage de la mission

1.3.1 Objectif de la mission

L'analyse des connaissances permettra d'identifier les informations manquantes ou mal suivies sur les marchés nationaux d'échanges, le commerce transfrontalier et les variables qui sous-tendent la détermination des prix des produits nécessaires à la sécurité alimentaire des populations du Sahel. Sont visés tout particulièrement les lacunes qui ont un rapport avec la capacité des marchés d'alléger les effets des chocs externes sur les moyens d'existence des populations.

1.3.2 Produits et zone géographique concernés

Le bilan qui doit se concentrer sur les marchés des produits les plus pertinents par rapport à la sécurité alimentaire et les besoins alimentaires et financiers des populations vulnérables du Sahel, portera sur les produits alimentaires suivants: céréales (mil, sorgho, maïs, riz), les tubercules et légumineuses (igname, manioc et niébé), et sur un certain nombre de produits de rente : bétail (bovins, ovins, caprins), produits maraîchers (oignons, poivron) et autre produits (coton, karité, néré, gomme arabique) qui sont importants pour les stratégies de survie des populations.

D'autre part, tout en privilégiant la sécurité alimentaire des zones sahéliennes, ce bilan de connaissance ne se limite pas aux études menées dans les pays du Sahel (Tchad, Niger, Burkina Faso, Mali et Mauritanie), mais prend en compte les études analysant les échanges avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest et qui ont un rapport avec la sécurité alimentaire du Sahel (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria).

2 Les facteurs clefs qui affectent les marchés et les flux transfrontaliers

La sécurité alimentaire des populations de l'Afrique de l'Ouest est assurée principalement par la disponibilité en céréales (mil, sorgho, maïs, riz) et en niébé. L'autosuffisance n'étant pas le fait de chaque année, de chaque pays, de chaque famille, les populations sont obligées d'acheter une partie de leurs besoins alimentaires. Entre alors en jeu l'accessibilité, c'est-à-dire la capacité d'acheter. Cette accessibilité dépend de deux variables : le prix des céréales et, de plus en plus, le prix des produits qui serviront d'échanges, c'est-à-dire le prix des produits de rente et du bétail.

Sur la base de cette démonstration, deux données sont essentielles au suivi de la sécurité alimentaire: les volumes de production et les prix pour l'ensemble des

¹⁰ Pendant la période 12-31 Décembre 2005.

produits agricoles et d'élevage de la zone étudiée (produits vivriers et produits de rente).

La variabilité de ces deux données est assez importante et dépend de nombreux facteurs: climatiques, économiques, démographique, politiques, sociaux. L'ensemble de ces facteurs se retrouve soupeser, analyser, hiérarchiser dans les lieux d'échanges que représentent les marchés pour finalement donner un prix au produit. Il est donc important d'identifier quels sont les facteurs qui ont une importance capitale dans la formation de ce prix. L'importance de ces facteurs dans la composition du prix ne sera pas toujours la même selon les années ou les circonstances: dans cette identification de l'information, tout est variable. C'est ce qui fait toute la difficulté d'une analyse sur la sécurité alimentaire.

2.1 Production et échanges

2.1.1 Situation de la production céréalière sahélienne

La sécurité alimentaire de la zone sahélienne est assurée à la fois par les produits issus de la zone et les produits importés à partir des pays côtiers limitrophes des pays sahéliens.

Dans les cinq pays du Sahel retenus pour cette étude, l'autosuffisance alimentaire basée sur la consommation de céréales ne se présente pas de manière identique.

On distingue deux grands groupes :

- Les pays à forte capacité d'autosuffisance qui sont le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Ces pays produisent une grande partie des céréales dont ils ont besoin et sont faiblement importateurs. On peut estimer que cette autosuffisance est supérieure à 70%¹¹ quelque soit les années et les pays. Ces pays enregistrent, d'ailleurs, régulièrement des excédents. Ce sont des pays enclavés qui entretiennent des relations commerciales fortes avec les pays côtiers du Sud.
- Les pays à faible capacité d'autosuffisance : le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Bissau et le Cap Vert. Leur autosuffisance est inférieure à 50% et leur sécurité alimentaire dépend fortement des importations (en 2002-2003, la Mauritanie produisait 23% de ses besoins et le Sénégal 45%)¹². Ils constituent un bloc à part, et sont beaucoup moins connectés au reste de la région, et davantage tournés vers les marchés mondiaux.

La production en céréales traditionnelles (mil et sorgho) est fortement autoconsommée et ce n'est qu'une petite partie qui fait l'objet d'une mise sur le marché par les producteurs. Bien que plusieurs sources avancent des estimations de 10 au 20%¹³, selon les années, dans les grands pays producteurs (Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), la fiabilité de ces estimations devrait être vérifiée. Lorsque les pays sahéliens enregistrent des déficits, ils importent des céréales de trois origines différentes:

¹¹ D'après les statistiques nationales – voir bilans céréaliers.

¹² Rapport mensuel conjoint sur la sécurité alimentaire au Sahel – 30/11/02 – FEWS NET-CILSS.

¹³ Chiffres repris dans plusieurs documents dont ceux d'Agnès Lambert pour le Mali.

- Les autres pays du Sahel excédentaires. Ce fut le cas en 1998 où le Burkina Faso qui enregistrait un important déficit, a importé du mil du Mali excédentaire.
- Les pays côtiers producteurs de céréales dans des zones voisines aux pays sahéliens. C'est le cas du Nigeria (mil et maïs), du Bénin, du Togo et du Ghana (maïs)
- Les pays hors Afrique, en particulier du continent asiatique, pour le riz. C'est le cas de l'ensemble des pays sahéliens, et plus particulièrement du Sénégal et de la Mauritanie très dépendants de ces importations.

La situation de la production céréalière de la zone sahélienne est suivie de très près par plusieurs structures :

Au niveau national :

- Par le service des statistiques agricoles qui grâce à son intégration dans le CILSS, utilise une méthodologie spécifique pour estimer la production céréalière. Cette méthode permet d'harmoniser le processus de collecte des données entre les Etats.
- Par les programmes ou dispositifs de coordination de la sécurité alimentaire lorsqu'ils existent : PRMC (Mali), CRSPC¹⁴ (Burkina Faso), CMC¹⁵ (Niger), CSA¹⁶ (Mauritanie), l'ONASA¹⁷ (Tchad). Ces dispositifs intègrent tous un SAP¹⁸ pour le suivi de la situation alimentaire des populations et un ou des SIM¹⁹ pour le suivi des marchés et des prix.

Au niveau régional :

- Par le CILSS²⁰ qui appuie depuis de très nombreuses années l'ensemble des pays du Sahel dans le suivi des évolutions climatiques, le suivi des récoltes et l'établissement d'un bilan céréalier
- Par le SMIAR²¹, système d'alerte rapide mis en place par la FAO
- Par le FEWS NET²² système d'alerte précoce mis en place par USAID

Un grand nombre d'informations et d'analyses sur la situation de production des céréales dans le Sahel est disponible auprès de ces structures. Cependant, pendant la campagne de commercialisation 2004-2005, elles ont été dans l'impossibilité de

¹⁴ Comité de Réflexion et de Suivi de la Politique Céréalière

¹⁵ Commission Mixte de Concertation

¹⁶ Commissariat à la Sécurité Alimentaire

¹⁷ Office National pour la Sécurité Alimentaire)

¹⁸ Système d'Alerte Précoce

¹⁹ Système d'Information sur les Marchés

²⁰ Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

²¹ Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide

²² Famine Early Warning System Network

prévoir à temps la hausse importante des prix et ses conséquences en matière d'insécurité alimentaire pour les populations pauvres.

2.1.2 L'organisation générale des marchés

Tout d'abord, l'organisation de ces marchés, que l'on retrouve dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, se présente comme une toile d'araignée, avec des connections convergentes puis divergentes selon le niveau de commercialisation considéré. Cependant, tout part des commerçants grossistes situés dans les grands centres urbains de chaque pays. Ils déploient leur toile vers les zones rurales pour collecter les céréales et les autres produits (agricoles ou d'élevage) grâce à leurs collecteurs à qui ils confient une certaine somme d'argent leur permettant d'acheter sur les marchés locaux ou directement chez le producteur.

Ces gros commerçants stockent les produits dans leur magasin puis redéploient leur toile pour la vente soit vers les zones déficitaires du pays, soit vers l'exportation dans les pays limitrophes ou vers les ports. Ils ont alors à faire à des correspondants et commerçants-grossistes. La grande majorité des commerçants-grossistes autofinancent l'achat des produits et mettent en place un système sûr pour la récupération de leurs fonds après la vente. Leur commerce est généralement diversifié et organisé de manière à traiter, d'une part, plusieurs produits de même source en cascade et d'autre part, d'autres produits de sources différentes, simultanément. Par exemple, un grand commerçant céréalier de Ouagadougou traite à la fois les produits agricoles et les produits de construction (ciment, fer à béton, tôles) afin de diversifier son commerce et le rendre moins fragile face aux aléas climatiques et économiques. Il traite les produits agricoles en cascade en commençant la période de commercialisation qui démarre en octobre, par l'achat de céréales au moment de la récolte. Il les revend rapidement dans les zones déficitaires du pays ou à l'exportation (si la demande existe). L'argent libéré par la revente est réinvesti rapidement dans le sésame. Celui-ci est vendu pour l'exportation hors Afrique, l'argent obtenu est réinvesti dans la karité, puis à nouveau dans les céréales lorsque arrive la période de soudure, et ainsi de suite. Parallèlement à ces activités, il investit une partie de son capital dans le commerce de produits pour la construction dont l'activité régulière lui permet d'avoir un revenu plus fixe.

2.1.3 L'organisation des échanges

La collecte et la vente des produits alimentaires et plus particulièrement des céréales, s'organisent selon le même schéma dans tous les pays de la région ouest africaine. Le point de départ des échanges, c'est la décision de vente prise par le producteur. Elle se fait sur la base d'un besoin financier pour la famille, besoin qui n'est pas le même tout au long de l'année mais varie selon les événements sociaux ou religieux vécus par les familles. Ces besoins financiers se font surtout sentir au moment de la récolte (remboursement), de la rentrée scolaire, de la fin du ramadan, de la Tabaski ou de Noël, puis au moment de la période de soudure et du démarrage des travaux champêtres. Il faut ajouter les mariages, les baptêmes et les funérailles qui sont sources de dépenses importantes. Cette irrégularité dans les besoins financiers entraîne une irrégularité dans les volumes de produits mis en marché et leur niveau d'échanges locaux ou transnationaux. La connaissance de la vie sociale des producteurs est essentielle pour comprendre ces variations de volumes.

A l'autre bout de la chaîne, la demande est plus régulière puisqu'elle correspond à un besoin alimentaire à combler tous les jours. Mais cette régularité n'est qu'apparente, en particulier pour les céréales, car elle est également liée aux événements sociaux (fêtes religieuses, événements familiaux) et surtout à la période de soudure).

Les produits alimentaires mis en vente suivent un circuit classique et passent des marchés de collecte aux marchés de regroupement pour ensuite être répartis vers les marchés de consommation urbains nationaux ou vers les marchés transnationaux pour terminer à nouveau sur des marchés urbains ou mêmes ruraux.

Toute cette chaîne d'échange est difficilement quantifiable car aucune enquête n'a pu faire ressortir clairement les volumes mis en marché par les producteurs. Selon les produits et les pays, les volumes mis en marché diffèrent. Pour les céréales sèches au Burkina Faso, on estime cependant qu'entre 10 et 20% des céréales produites sont mises en marché. Le reste sert à l'autoconsommation. Pour les légumineuses comme le niébé, la part de produit mis en marché est beaucoup plus importante car ce produit est considéré comme un produit de rente par les ruraux. Pour le bétail, certains flux sont enregistrés à partir des marchés d'échanges nationaux. C'est le cas au Niger où le Ministère des Ressources Animales fait une comptabilisation pour un certain nombre de grands marchés (voir Service statistique/MRA/Niger et SIM bétail).

Un autre point dans la chaîne des échanges aurait pu fournir des informations quantifiées plus précises : le passage frontière. Ce recensement des quantités a toujours été mal fait car avant l'existence du cadre commercial UEMOA, il était source de perception de taxes formelles ou informelles parfois importantes, les acteurs des flux transfrontaliers n'ayant aucun intérêt à voir ces chiffres connus. Depuis la libéralisation des échanges des produits du cru, il n'y a plus aucun contrôle des quantités à la douane.

2.1.4 Les échanges transnationaux

2.1.4.1 Lieux géographiques des échanges

Les échanges en Afrique de l'Ouest s'organisent en trois grands blocs d'échanges : la plus grande zone est formée par le Nigeria et les pays voisins (Bénin, Niger, Tchad, Cameroun) ; le second bloc est formé par la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina Faso. Le troisième bloc inclut le Sénégal et ses voisins (la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée). Le bloc le plus actif est le bloc de l'Est (Nigeria). Le bloc central a été fortement perturbé depuis les événements ivoiriens de 2003. Le bloc de l'Ouest (Sénégal) fonctionne plutôt sur les marchandises importées du marché international.

Les échanges entre pays se font surtout au niveau des marchés transfrontaliers et de grands centres commerciaux, même si une certaine partie des exportations de produits alimentaires ou animaux se font à partir de contrats verbaux ou écrits. Ces derniers sont encore très rares et concernent généralement de grosses quantités de marchandises. Ces contrats écrits existent pour certains gros échanges de bétail qui nécessitent l'ouverture de crédit documentaire auprès des banques. Il en est de même pour les achats de riz importé d'Asie et pour certaines quantités de céréales locales. En 2002, l'Etat nigérien a ainsi passé un contrat écrit de fourniture de céréales pour le renouvellement du stock de sécurité auprès d'un gros commerçant de Bobo Dioulasso.

En 1998, les commerçants de Ouagadougou qui importaient du mil du Mali, ont passé des contrats verbaux avec leurs homologues maliens.

Les marchés transfrontaliers qui sont les hauts lieux d'échanges de produits entre les pays, sont situés dans la zone intermédiaire entre le Nord et le Sud et jouent le rôle de marchés relais (ou point de rupture de charge). Leur rôle est essentiel dans les échanges entre l'hinterland et la Côte²³. Ils n'ont pas tous la même importance. Certains de ces marchés sont les carrefours d'échanges de plusieurs pays. Il en est ainsi du marché de Dawanau à Kano au Nigeria, créé il y a tout juste 20 ans et qui est le plus grand marché céréalier d'Afrique de l'Ouest. Il s'étend sur 42 km² et sa capacité de stockage est impressionnante à d'environ 150 000²⁴. Il permet des échanges entre le Niger, le Tchad et le Nigeria et même le Cameroun, le Bénin, le Burkina Faso.

Un autre marché est également important pour l'ensemble des échanges agricoles : Malanville au Bénin, situé à la jonction entre les frontières du Niger, du Bénin et du Nigeria, proche également du Burkina Faso.

Au Burkina Faso, on trouve le marché de Pouytenga près de Fada N'Gourma, qui permet les échanges de céréales, et particulièrement de maïs, entre le Burkina Faso et le Ghana et le Niger

Par ailleurs, on constate le développement d'un réseau de villes proches des frontières et qui animent des espaces transfrontaliers de production et d'échanges dont la densité est en constante augmentation (Saint Louis au Sénégal, Rosso en Mauritanie, Kayes. Mopti et Koutiala au Mali, Ouahigouya et Dédougou au Burkina Faso, etc.)²⁵

2.1.4.2 Les produits échangés

Les quantités qui passent aux frontières sont, comme on l'a dit précédemment, peu connues car les produits du cru qui transitent par le poste frontière: i) n'ont plus à payer de taxes douanières et ne sont donc plus contrôlés en quantité; ou ii) sont soumis à une taxation informelle, rendant la registration de ces flux peu probable. Par ailleurs, une partie des produits est acheminée sans passer par un poste-frontière. Il s'agit en particulier du bétail qui traverse la frontière par la brousse.

Les quantités de produits qui traversent les frontières sont fonction des lieux de production et des lieux de consommation. Par exemple, pour le mil et le sorgho qui poussent dans les zones sahéliennes, la plupart des échanges se fait sur les territoires nationaux. Chaque pays consomme à peu près ce qu'il produit et comme les excédents sont rares, soit ils sont stockés dans le pays par les producteurs en vue des années difficiles soit ils sont exportés mais de manière exceptionnelle. En dehors du Nigeria qui est régulièrement excédentaire en mil et qui exporte chaque année vers le Niger,

²³ Structure du commerce extérieur et intégration régionale – Karim Dahou – Frontières et intégrations en Afrique de l'Ouest – Novembre 2003

²⁴ Présentation de Mistowa pendant la réunion du CILSS à Nouakchott, 2005.

²⁵ Unité développement local et processus d'intégration régional – L. Brossard, M. Trémolières, P. Heinrigs – Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest – mai 2004

seul le Mali a exporté du mil de manière notable en 1998 vers le Burkina Faso et le Niger suite à la mauvaise récolte de 1997.

Pour le maïs qui est produit dans les zones soudaniennes plus humides, les échanges transfrontaliers sont plus importants car la zone de production se trouve au nord des pays côtiers et à l'extrême sud des pays sahéliens, ce qui facilite les échanges. D'autre part, les pays côtiers possèdent d'autres produits alimentaires importants comme les tubercules (manioc, igname, patates douces, voandzou) et la banane plantain. Ces produits sont d'un bon apport alimentaire et permettent aux pays côtiers d'avoir ainsi des excédents en maïs. Les pays sahéliens qui sont consommateurs de maïs, importent chaque année du maïs nigérian, béninois, ghanéen et ivoirien. Les flux transfrontaliers de ce produit sont beaucoup plus importants que ceux de mil dans l'ensemble de la sous-région.

Une enquête faite par le SIMA²⁶ du Niger pour les années 1999-2000 et 2000-2001 montrent que le maïs représentent entre 40% et 55% des importations de céréales sèches du pays, tandis que le mil occupe entre 30 et 40% de ces importations. En 2001, l'origine du maïs est pour moitié ghanéenne (en transitant par le Burkina Faso) et pour moitié d'origine nigériane et béninoise. Il serait important de connaître les excédents habituels en maïs des 3 principaux pays producteurs : Nigeria²⁷, Bénin et Ghana, de manière à pouvoir appréhender chaque année les quantités qui pourront être disponibles pour les pays sahéliens. Les flux ghanéens et ivoiriens sont relativement récents²⁸ et ne se sont pas bâtis sur des appartenances ethniques similaires (comme avec le Nord du Nigeria), mais plutôt sur les réseaux familiaux apparus avec le développement des migrations saisonnières ou définitives vers Accra ou Abidjan.

Les tubercules qui constituent des produits plus secondaires dans la consommation alimentaire des pays du Sahel, sont également importés des pays côtiers (Nigeria, Bénin, Togo, Ghana et Côte d'Ivoire). Les tubercules les plus présents sur les marchés sahéliens sont le manioc, l'igname et la patate douce. Mais ils ne font pas l'objet d'un commerce transfrontalier important. Les statistiques relevés par le SIMA nigérien pour la campagne 2001-2002, donnent un volume de 1 200 tonnes d'igname, 1 800 tonnes de farine de manioc et 5 500 tonnes de patates douces, soit seulement 1/3 des volumes de maïs importés cette année là et 1/10 des volumes de riz. Comme pour le maïs, les quantités de tubercules exportées des 5 pays côtiers vers les pays sahéliens doivent faire l'objet d'un suivi régulier.

Les importations de riz sont relativement bien connues par rapport aux autres produits alimentaires. Originaires, pour la plupart des quantités, des pays asiatiques, ce produit fait l'objet d'une certaine traçabilité qui permet de connaître les origines, les quantités et les prix. Ces informations sont le fait de: i) l'existence de crédit et de paiements bancaires qui obligent les commerçants à déclarer les achats; et ii) la présence d'une TVA sur le riz qui permet un meilleur suivi des quantités échangées.

²⁶ Bulletins semestriels du SIMA - avril-septembre 2001 et 2002

²⁷ Les excédents du Nigeria sont en baisse à cause du développement de la production de volaille consommatrice de grains. On estime que la croissance de cette industrie est de 30% par an et que l'alimentation des volailles est pour 95% originaire du Nigeria – Nigeria/Grain and Feed/ Annual – Gain Report – USDA – April 2003

²⁸ Après deux ans d'observation des échanges transfrontaliers - Saadou Bakoye – Fiche de synthèse – LARES – n° 11 et 12 – janvier-juin 1998

Le niébé dont la production est en pleine expansion au Burkina Faso et au Niger, fait l'objet d'un marché transfrontalier très dynamique²⁹. Au Niger, le niébé est exporté vers le Nigeria et le Bénin. Consommé par les populations, il est cependant considéré comme un produit de rente sur lequel les ruraux comptent pour acheter du mil. C'est un produit d'échange car sa valeur est plus forte que celle du mil ou du sorgho: en 2001-2002, au Niger, cette différence³⁰ était de 45%³¹. Avec la vente d'un sac de niébé, le paysan pouvait s'acheter près de 2 sacs de mil.

Le bétail tient une place majeure dans les échanges transfrontaliers. Produit destiné à la chaîne alimentaire, in fine, il représente l'un des principaux produits de rente des populations rurales et même urbaines. « Monnaie » refuge pour les populations car il permet d'investir les quelques économies de chacun, « banque sur pied » disponible sans paperasserie et avec des intérêts réguliers (reproduction animale), le bétail est le produit utilisé pour sécuriser financièrement les populations vulnérables car il est doté d'un marché dynamique, demandeur et peu exigeant. Le bétail, produit dans la zone sahéenne, est principalement exporté vers les pays côtiers ou vers les pays du Maghreb. Selon les espèces, le marché est plus ou moins tourné vers les marchés extérieurs: les petits ruminants (ovins et caprins) qui constituent la base des économies des populations vulnérables car ils sont plus accessibles financièrement, sont aussi ceux qui sont le plus consommés dans les pays sahéens. Ils représentent cependant des volumes importants pour l'exportation, en particulier les caprins, car leur viande est moins chère pour les populations pauvres des pays côtiers. Les bovins sont particulièrement destinés à l'exportation vers les grands centres urbains des pays côtiers. Les ovins font l'objet d'un marché marqué par la fête de Tabaski qui représente (au Niger) 30% des transactions de l'année. La demande en provenance des pays côtiers est alors très forte sur ce produit. Or cette fête se déroule, ces dernières années, pendant la période sèche, qui se situe après la période de récolte des céréales ; elle a permis à de nombreuses personnes vulnérables d'obtenir des crédits spécifiques pour l'achat d'un mouton en vue de sa revente à un bon prix au moment de la Tabaski. L'argent ainsi obtenu peut alors permettre de compléter les réserves de céréales. Quand aux caméliens, ils concernent surtout les échanges avec les pays du Maghreb tant pour le Niger et le Tchad qui commercent ainsi avec la Libye, que pour le Mali qui commerce avec l'Algérie et la Mauritanie, qui exporte également ses chameaux. En contrepartie, les exportateurs ramènent des dattes et des produits manufacturés (pâtes alimentaires en particulier).

Le coton est le deuxième plus important produit d'échange et d'exportation de la sous-région après le bétail. Il ne concerne pas tous les pays sahéens comme c'est le cas du bétail, mais il représente une source de revenus importante pour les populations des zones productrices. Sous forme de fibre, le coton est majoritairement exporté vers les pays asiatiques ou l'Europe. Le coton africain possède d'ailleurs une prime de qualité unique car il est ramassé à la main. Cela lui donne une valeur supplémentaire. Sous forme de graine, il ne fait pas l'objet d'un fort commerce transfrontalier car les pays producteurs utilisent la graine pour fabriquer l'huile végétale culinaire dont les familles ont besoin. La fabrication et la consommation de cette huile sont un fait

²⁹ Statistiques agricoles du Burkina Faso et du Niger.

³⁰ Bulletin semestriel du SIMA – avril-septembre 2002.

³¹ Bulletin semestriel du SIMA – avril-septembre 2002.

national. Les 3 principaux pays concernés par cette production sont le Mali, le Burkina Faso et le Tchad. Les autres pays ont des productions plus secondaires (Sénégal et Niger) ou inexistantes (Mauritanie). Cependant, sous l'effet des sécheresses, la graine de coton constitue un bon apport alimentaire pour le bétail et pendant l'année difficile de 2004-2005, la graine de coton a fait l'objet d'échanges plus importants entre les pays, en particulier pour le Niger qui était importateur.

L'oignon du Niger, du Mali et du Burkina Faso est également un produit de rente destiné principalement à l'exportation. Au Niger³², le violet de Galmi est vendu en l'état tandis que l'échalote du pays Dogon au Mali³³ est transformée et vendue soit effeuillée et séchée soit en boule fermentée. Ces produits sont destinés à l'ensemble des pays côtiers³⁴. Les quantités exportées, en particulier pour le violet de Galmi, sont très importantes. Cependant, depuis deux ans, les pays producteurs souffrent de méventes car les marchés de Côte d'Ivoire et du Ghana ont beaucoup faibli. Les prix ont également beaucoup baissé (divisé par 2 depuis 2003³⁵).

Le poivron qui est cultivé pour l'exportation dans la zone est du Niger (Diffa) est un produit qui apporte aux populations de la zone un certain confort financier. Une étude sur la filière du poivron vient d'être menée en novembre et décembre 2005 avec le financement de la Commission européenne.

La gomme arabique concerne tous les pays sahéliens, mais particulièrement au Tchad qui est parvenu à produire 30% de l'offre mondiale. Le marché est en pleine expansion car la gomme arabique entre dans la fabrication de plusieurs produits dont les boissons gazeuses et les cosmétiques. C'est aussi un produit de rente idéal pour les producteurs du Sahel, car il ne nécessite que très peu d'eau et aucun fertilisant: il convient bien aux sols arides en zone rurale.

Le karité, le néré et le dah (karkadet-bissap) sont des produits de cueillette qui génère un revenu non négligeable pour les femmes. Le marché du karité est un marché tourné vers l'international. Plusieurs pays sahéliens et côtiers sont producteurs de karité, la plus grosse part revenant au Nigeria. La zone sahélienne (pays du Sahel et nord des pays côtiers) est la seule zone productrice de ce produit dans le monde et le beurre de karité est principalement destiné à la chocolaterie³⁶. Le néré et le dah sont destinés principalement à la consommation locale, le néré fermenté étant la base du sumbala utilisé dans les sauces traditionnelles et faisant l'objet d'un commerce intense en Afrique de l'Ouest.

2.2 Les facteurs qui affectent le commerce transfrontalier

Les échanges d'un pays à l'autre sont favorisés par plusieurs faits économiques issus de différences entre les pays concernés. Les relations entre la zone sahélienne et la

³² Le Niger est le 4⁷^{me} producteur d'Afrique avec une production variant entre de 200 000 et 350 000 tonnes/an – L'approvisionnement des marchés en oignons – ORO/AOC- MISTOWA – Forum professionnel de la filière oignon an Afrique de l'Ouest - 2005

³³ Le Mali et le Burkina Faso produisent environ 38 000 tonnes/an chacun

³⁴ 56% de la production nigérienne est destinée à l'exportation.

³⁵ Fiche documentaire : 2005, famine au Niger ? - Afrique Verte

³⁶ Le marché du karité – Info Comm - CNUCED

zone côtière ou bien entre les pays sahéliens sont basées sur ces différences. Selon leur accentuation ou leur disparition, les échanges sont alors augmentés ou amoindris. Ces différences doivent faire l'objet d'un suivi régulier et exhaustif.

2.2.1 Les différences de potentiels productifs

Le potentiel productif dépend essentiellement du climat des pays concernés. L'assèchement de la zone sahélienne provoque une perte de potentialités agricoles. Les pays côtiers sont moins touchés par l'avancée de cette sécheresse et ont donc des potentialités agricoles plus importantes. Ils produisent plus de céréales³⁷ ou d'autres produits agricoles. L'évolution de leurs récoltes est donc à suivre avec beaucoup d'attention. Ce suivi doit porter autant sur les quantités produites que sur les produits cultivés. La non prise en compte par le Niger de la réduction des superficies emblavées en céréales dans le nord du Nigeria a des conséquences dramatiques lors des années de baisse de production. Les pays sahéliens doivent être très attentifs à l'évolution des productions de céréales, en particulier le maïs et le mil, et de tubercules dans les pays côtiers. Ceci d'autant plus qu'avec l'avancée de la sécheresse, ces productions peuvent aussi être en perte de vitesse.

La différence de climat joue également entre les pays sahéliens. Le Niger, le Sénégal et la Mauritanie sont les pays les plus septentrionaux de la zone sahélienne avec une zone humide très rétrécie ; ils sont très régulièrement déficitaires dans leurs productions céréalières. Le Mali, le Burkina Faso et le Tchad ont plus de la moitié de leur superficie située dans une zone plus humide (+ de 300 mm d'eau). Ils sont donc plus souvent excédentaires en céréales et peuvent avoir des échanges de mil et sorgho avec les pays voisins. Il est donc également crucial pour chaque pays de la zone de suivre la production des pays sahéliens limitrophes pour estimer les possibilités d'échanges.

En contrepartie, les pays sahéliens ont des avantages géographiques sur leur voisins du Sud : la sécheresse des zones offrent des possibilités importantes pour la production maraîchère et pour l'élevage. Ces deux types de produits sont une bonne monnaie d'échanges avec les pays côtiers dont les besoins ne sont généralement pas satisfaits par l'autoproduction de ces produits.

Cette différence de potentiel productif est le critère essentiel des échanges de produits alimentaires entre les pays sahéliens et les pays côtiers. Le CILSS est en train de mettre en place un tel suivi en étendant son dispositif de collecte aux pays côtiers. Des estimations des productions dans les pays côtiers sont présentées lors des réunions régulières du suivi de la sécurité alimentaire, organisées par le CILSS.

2.2.2 Les différences de prix

La différence des prix d'une part et d'autre d'une frontière est également source d'échanges. Dans les pays utilisant la même monnaie, cette différence est moins facile à exploiter. Cependant, en 1998, lorsque le Mali a vendu du mil au Burkina Faso et au Niger, les prix du Mali devaient être bien inférieurs à ceux des deux pays importateurs

³⁷ Le Nigeria produit à lui tout seul 16 millions de tonnes de céréales contre 14 millions de tonnes pour les pays sahéliens membres du CILSS.

pour supporter les coûts de d'acheminement et rester malgré tout au niveau des prix des marchés du Burkina Faso et du Niger.

Les différences de prix ont aussi pour origine l'évolution des taux de change entre des monnaies différentes. Dans la sous-région, on trouve avec plusieurs monnaies d'importance diverse. Les trois qui nous intéressent dans le traitement de la sécurité alimentaire du Sahel sont: le FCFA qui couvre l'ensemble des pays sahéliens et une bonne partie des pays côtiers concernés (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin), la Naira utilisée au Nigeria et le Cedi qui est la monnaie du Ghana.

Ce sont surtout les fluctuations du naira qui sont source d'échanges plus ou moins importants en fonction des taux de change. Les volumes échangés entre le Nigeria et ses voisins sahéliens ou côtiers sont très importants et la valeur du Naira est une donnée permanente dans l'analyse de ces échanges. Entre le 4 janvier et le 1 octobre 2005, le naira s'est apprécié par rapport au franc CFA de 4,97%³⁸ au taux officiel. Au taux parallèle, selon des valeurs relevées³⁹ sur le marché de Jibia, elle s'est appréciée de 7,5%. Cette revalorisation de la monnaie nigériane rend le prix des céréales importées du Nigeria plus élevé. Cette revalorisation des prix des céréales nigérianes due à l'appréciation du naira, additionnée à la hausse des prix au Niger de 5% à cause de l'augmentation du prix du pétrole, donne une augmentation des prix des céréales importées d'au moins 10% sur les marchés nigériens pendant l'année 2005.

2.2.3 Les modifications des taxes

Au sein de l'espace CEDEAO, il n'y a plus de taxe à l'exportation pour les produits du cru entre les pays de l'UEMOA. Par contre, il existe toujours des taxes douanières avec le Nigeria et le Ghana. La modification des tarifs peut avoir un impact important dans le volume des échanges.

D'autre part, certains pays mettent en place de nouvelles taxes perçues à la frontière pour des raisons de commodité : c'est le cas du Niger qui, au début de l'année 2003, a décidé de récupérer l'impôt sur le revenu des commerçants de bétail (BIC) au niveau du passage frontière. Les animaux ont été taxés forfaitairement par espèces. Le commerce de chameau s'en est trouvé très perturbé car la taxe était importante et a ainsi permis aux acheteurs étrangers de favoriser les animaux venus du Tchad. (pas clair)

2.2.4 Les changements de politiques économiques

Les politiques économiques menées par chacun des pays de la sous-région ont souvent des répercussions sur les pays voisins.

En 2005 le Nigeria a mis en place une limitation des importations de riz, et des contrôles beaucoup plus sévères contre les importations illégales de produits. Ces mesures économiques combinées à la hausse des prix du pétrole ont provoqué une

³⁸ BCEAO - Evolution des cours des principales monnaies des pays membres de la CEDEAO par rapport au Franc CFA - mois d'octobre 2005.

³⁹ Par les collecteurs du SIMA – en janvier 2005 le change était de 270 naira/1000 FCFA et en décembre 2005 il était de 250 naira/1000 FCFA.

augmentation des prix des produits alimentaires. Les populations se sont alors tournées vers des céréales moins chères : mil et sorgho. D'autre part le développement de la production avicole qui s'est fait suite à la fermeture des frontières aux importations de poulets congelés venant d'Europe et d'ailleurs, a provoqué une demande importante en céréales, et plus particulièrement en maïs, dont les prix ont alors monté et les exportations diminuées. Ces quelques mesures économiques prises par le Nigeria ont eu un impact direct sur l'économie du Niger qui dépend beaucoup des excédents nigériens pour régler ses problèmes de déficits en céréales sèches.

Depuis 2002, la Côte d'Ivoire traverse une crise politique profonde et une grave récession économique. La division en deux du pays perturbe gravement l'acheminement des marchandises du port d'Abidjan vers les pays sahéliens. En sens inverse, les exportations sont en grande partie stoppées. Les exportations de coton du Mali et du Burkina Faso en dehors d'Afrique doivent désormais passer par le Ghana. Les exportations de bétail, de niébé ou de produits maraîchers (oignons du Niger), originaires des zones sahéliennes, doivent trouver de nouveaux débouchés. La mévente de ces produits de rente entraîne un appauvrissement des revenus des populations rurales des zones sahéliennes et fragilise leur sécurité alimentaire.

Ces deux exemples de changement de politique économique ou de situation politique dans les deux pays les plus développés de la zone ouest africaine montrent bien les implications et les imbrications des économies entre les pays du Sahel et les pays côtiers.

2.2.5 Les événements sociaux et confessionnels

Des événements sociaux et confessionnels peuvent avoir des conséquences importantes sur le bon déroulement des échanges entre les pays.

En novembre 2002, des émeutes raciales ont éclaté à Kaduna au nord du Nigeria, faisant plus de 100 victimes. Les troubles ont commencé après la publication d'un article dans le journal national "This Day" contestant la condamnation de l'élection de Miss Monde ayant lieu dans le pays à ce moment-là par des groupes musulmans. L'insécurité qui a suivi, en particulier pour les commerçants de bétail nigériens musulmans qui acheminaient leur animaux jusqu'à Lagos et Abuja, a beaucoup ralenti les échanges entre les deux pays, jusqu'à ce que le calme revienne entre les chrétiens du sud et les musulmans du nord.

En octobre 2000, puis tout au long de l'année 2001, la Côte d'Ivoire s'enfonce dans la xénophobie. La crise économique est profonde, le pays est gangrené par la corruption, et les plans d'ajustement structurels successifs (6 depuis 1981) creusent encore davantage les inégalités. Ce terreau est favorable à la résurgence du racisme et de la xénophobie, tout particulièrement dans un pays traditionnellement de forte immigration et de fort métissage et où « l'étranger » est accusé de détenir le pouvoir économique. Les populations étrangères (sahéliennes principalement) fuient vers leur pays d'origine. En septembre 2002, le pays se coupe en deux arrêtant toute vie économique en Côte d'Ivoire. Les flux sont stoppés entre les pays du Sahel et la Côte d'Ivoire. Le pays est devenu dangereux pour les commerçants sahéliens.

Ces deux types d'évènements ont eu un impact certain sur les échanges frontaliers, stoppant les flux en direction du pays en crise. L'arrêt de ces flux a eu pour conséquence une mévente pour les pays limitrophes, entraînant une baisse des prix des produits habituellement échangés.

2.2.6 Le nouvel environnement économique de la zone ouest africaine

L'ensemble de la zone ouest africaine a connu de profondes modifications de son environnement économique depuis la fin de la colonisation, et tout particulièrement depuis le début de la décennie 90.

2.2.6.1 *Les politiques d'ajustement structurel*

Ces politiques mises en place après le constat par les institutions de Bretton Wood que les pays africains vivaient au dessus de leurs moyens, ont eu des répercussions positives et négatives sur le développement économique de chaque pays de la sous-région et sur leur sécurité alimentaire.

Résultats mitigés sur l'implication des commerçants dans la sécurité alimentaire

Les politiques d'ajustement structurel ont conduit à la disparition des sociétés ou des organismes d'Etat en charge de la gestion des achats et du stockage des céréales. La libéralisation du commerce des céréales a favorisé les commerçants et leur a donné une grande responsabilité dans la gestion des crises alimentaires. Ils sont devenus les seuls responsables de l'approvisionnement des marchés et de la fixation des prix de vente. Ces commerçants n'étaient malheureusement pas préparés à une telle responsabilité. De plus, ils ont été écartés des dispositifs nationaux de gestion de la sécurité alimentaire. Consultés uniquement pour la reconstitution des stocks de sécurité, leurs connaissances des marchés ont été largement ignorées jusqu'à aujourd'hui.

Au moment de l'ajustement structurel, les rôles complémentaires joués par l'Etat et le secteur privé étaient mal compris. La restructuration des offices céréaliers publics et la restriction de leur rôle à la seule gestion du stock de sécurité ont été des décisions positives car ces organes administratifs n'avaient pas la souplesse et l'adaptabilité suffisantes, comme celles des commerçants pour bien gérer le secteur céréalier. Par contre, les Etats ont mal géré la reprise du commerce des céréales par les commerçants. Les Etats et les bailleurs de fonds ont souvent ignoré les commerçants et les ont exclus des discussions au sein des dispositifs nationaux de gestion de la sécurité alimentaire. Mais les ministres responsables n'ont par ailleurs pas hésité à convoquer les commerçants lors des crises alimentaires. Les commerçants ont souvent été considérés comme de simples fournisseurs de service devant répondre à des appels d'offre. A aucun moment, leur rôle essentiel dans l'approvisionnement des marchés n'a été pleinement reconnu. Bien que les objectifs des Etats et des commerçants ne soient pas les mêmes, les commerçants travaillant pour leur propre intérêt et non pas dans l'intérêt commun, une bonne relation de travail entre les deux groupes s'avère nécessaire pour permettre une bonne gestion de la sécurité alimentaire.

Les Etats et les bailleurs de fonds qui ont participé au financement de la sécurité alimentaire ont manqué une étape importante dans la gestion de la sécurité

alimentaire. Si les commerçants avaient été pleinement impliqués dans cette gestion dès les premiers résultats de l'ajustement structurel, ils auraient pu faire bénéficier les dispositifs de sécurité alimentaire de leurs connaissances des marchés, des prix et de l'évolution des économies dans les pays limitrophes. Ils auraient pu être des observateurs efficaces et utiles aux discussions au sein des dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire.

D'autre part, la mise en application des politiques à court terme de sécurité alimentaire décidées par les Etats pour répondre aux crises conjoncturelles arrivent souvent comme une surprise pour les acteurs privés et perturbe ainsi le fonctionnement normal des marchés. Cette situation engendre un accroissement des risques des l'investissement du secteur privé dans les activités de commercialisation, notamment pour le stockage intra et inter-annuel⁴⁰.

Une tentative d'implication des commerçants dans les discussions du dispositif de sécurité alimentaire du Burkina Faso (CRSPC⁴¹) a été faite en 1998 et 1999. Mais les commerçants privés qui assistaient aux réunions auraient eu besoin d'une formation avant de pouvoir participer aux discussions de manière constructive⁴².

Résultats positifs sur le développement du commerce transfrontalier

Les politiques d'ajustement structurel ont provoqué un boom du commerce transfrontalier. Dans les années 90, ce commerce était encore très encadré par des taxes douanières et des restrictions de toutes sortes. On constate alors que la libéralisation des marchés des changes stimule les activités transfrontalières en fournissant un accès élargi aux devises via une légalisation (ou semi-légalisation) du commerce parallèle des devises. Cela facilite les échanges de produits. Ces derniers sont également favorisés par les variations dans la chronologie, l'intensité et le degré d'application des réformes, provoquant ainsi un environnement général de confusion dans les économies officielles qui profite grandement au commerce transfrontalier.

Il semble qu'il ait eu une augmentation des flux transfrontaliers de biens de consommation⁴³ provenant du marché international pendant la première décennie des politiques d'ajustement structurel, en particulier au Bénin, au Niger et en Gambie. Parallèlement, les flux en provenance du Nigeria se sont également considérablement accrus dans un contexte de dévaluation importante de naira et d'une demande de biens bon marché dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Les échanges de produits agricoles et d'élevage locaux bénéficient également de ce boom. La dévaluation du FCFA en février 1994 va rendre certains produits importés non compétitifs (les viandes congelées importées). Les pays consommateurs de la zone CFA, comme la Côte d'Ivoire, se tournent alors vers les productions sous-régionales pour subvenir à leurs besoins. C'est le cas du bétail, du riz, des oignons et

40 Conférence Régionale sur la « Situation Agricole et Alimentaire et les Opportunités d'Echanges dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest » - Bamako /Mali, 16 - 18 mars 2005 - RAPPORT FINAL - Mars 2005 – CILSS/IFDC.

41 Comité de Réflexion et de Suivi de la Politique Céréalière.

42 Certains ne comprenaient pas le français, beaucoup avaient des difficultés pour analyser les informations qu'ils avaient, la plupart n'avait jamais fait partie d'une telle instance et ne s'exprimait pas.

43 Surtout au niveau des textiles, des véhicules d'occasion, des cigarettes et de l'électronique.

des pommes de terre. Les productions sous-régionales sont alors fortement sollicitées. Par contre, les échanges entre le Niger et le Nigeria chutent fortement⁴⁴ à cause de la dévaluation du FCFA par rapport au naira. Ces modifications de flux ont eu tendance à se corriger au fil du temps.

2.2.6.2 L'abolition des monopoles, la dissolution des entreprises publiques

La fin des monopoles de commercialisation des céréales et du riz a été un point positif des politiques d'ajustement structurel et a été positif pour la sécurité alimentaire. Souvent mal gérées, les sociétés publiques qui organisaient les achats et/ou les importations (pour le riz) étaient devenues des « machines » commerciales destinées à fournir des fonds au secteur politique et gouvernemental. Le bien public passait trop souvent en arrière plan.

L'abolition des monopoles a permis de remettre de la concurrence dans l'économie des produits alimentaires essentiels. La fin de ces monopoles a permis de diversifier les fournisseurs de céréales qui n'étaient plus soumis à des agréments, d'assurer ainsi de plus grandes possibilités d'approvisionnement des marchés (plus de commerçants et plus de produits), d'ajuster les prix selon l'offre et la demande, ce qui est souvent positif pour le consommateur. L'ajustement des approvisionnements au marché a cependant nécessité quelques mois d'apprentissage pour les commerçants : il y a eu des achats trop importants à certaines périodes provoquant une baisse des prix⁴⁵ ; il y a aussi eu des approvisionnements trop réduits provoquant des hausses. Mais depuis plusieurs années maintenant, les approvisionnements se sont globalement bien adaptés à la demande.

Par contre, la récente crise alimentaire a relancé le débat sur les structures devant assurer les fonctions dévolues aux offices céréaliers d'avant 1990, à savoir la régulation et l'approvisionnement des marchés en période de pénurie⁴⁶.

2.2.6.3 La création d'espaces privilégiés : CEDEAO⁴⁷ et UEMOA⁴⁸

La CEDEAO, mise en place en 1975, avait pour objectif de favoriser l'intégration de la région ouest africaine par des actions touchant à la fois à la libre circulation des biens et des personnes et leur libre installation, la mise en place d'une zone monétaire unique, l'adoption de réformes économiques nationales et la relance des investissements. Mais le bilan dressé en 1990-1991 était plutôt très décevant. Seules, les réformes économiques nationales avaient été réalisées sous la pression des

⁴⁴ Les flux de céréales nigérianes vers le Niger passent de 100-200 000 tonnes dans les années 80 à environ 80 000 tonnes en 1995 – Kate MEAGHER – déjà cité.

⁴⁵ A la fin du monopole de la Caisse Générale de Péréquation (CGP) il y a eu des périodes de sur importations en 1998/1999.

⁴⁶ Forum sur la sécurité alimentaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest : Défis à moyen et long terme - Synthèse des présentations et discussions - Organisé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)/OCDE, le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) - Paris, le 18 octobre 2005 - Novembre 2005.

⁴⁷ Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest

⁴⁸ Union Economique et Monétaire des Etats d'Afrique de l'Ouest

bailleurs de fond afin d'enrayer la dégradation accélérée des équilibres économiques et financiers⁴⁹.

Finalement en 1993, la révision du traité de Cotonou permet à la CEDEAO d'être reconnue la seule institution d'intégration d'Afrique de l'Ouest et ses décisions ont force de loi (introduction du principe de supranationalité).

C'est à la suite de cette révision et de la dévaluation du FCFA qu'en 1994 l'UEMOA est mise en place. Elle remplace la CEAO⁵⁰ qui existait depuis 1973. Sur la base des acquis de cette dernière⁵¹ (application de la TCR⁵² et compensation des moins values par le FCD⁵³), l'UEMOA doit ouvrir le vaste chantier de la mise en cohérence des politiques budgétaires et fiscales : réhabilitation de systèmes bancaires, harmonisation des cadres législatifs et réglementaires pour réguler les activités économiques et sociales, mise en place d'un marché financier régional et création d'une zone de libre-échange. Les résultats sont très vite meilleurs que ceux enregistrés par la CEDEAO grâce au caractère progressif des mécanismes de la TCR et l'existence d'une base monétaire commune. La coopération fonctionnelle progresse, mais les blocages persistent lorsque des transferts de souveraineté sont en jeu.

Ce long travail d'intégration commencé au lendemain de la décolonisation ne s'est pas fait facilement car les importantes disparités frontalières, monétaires, fiscales et douanières étaient sources de rentes plus immédiates et plus sûres que les gains attendus d'une libéralisation commerciale entre pays voisins.

En 2005, l'intégration est bien avancée sur le plan douanier. Elle peut être soutenue en utilisant au mieux les facilités accordées par l'OMC aux pays en voie de développement. Tout d'abord, le tarif extérieur commun (TEC) en cours d'élaboration par la CEDEAO pourrait prendre en compte les possibilités qu'offrent les droits consolidés (20% sont actuellement utilisés alors que le maximum autorisé à l'OMC est de 80%) afin de favoriser la production intérieure en limitant les importations. D'autre part, l'Afrique de l'Ouest pourrait faire usage du principe de « traitement spécial et différencié » qui sont des dispositions spécifiques des accords de l'OMC et qui confèrent des droits spéciaux aux pays en développement et permettent aux pays développés d'accorder aux pays en développement un traitement plus favorable qu'aux autres membres de l'OMC. Ces dispositions spécifiques prévoient, par exemple, des périodes plus longues pour la mise en œuvre des accords et des engagements ou des mesures visant à accroître les possibilités commerciales de ces pays.

⁴⁹ Crise des institutions et recherche de nouveaux modèles – dans *Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest* - Daniel C. BACH – Karthala - 1996

⁵⁰ Communauté Economique d'Afrique de l'Ouest

⁵¹ Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest

⁵² Taxe de Compensation Régionale

⁵³ Fonds Communautaire de Développement

2.2.6.4 *La croissance de l'urbanisation*

La redistribution des populations sur l'espace régional est un facteur important de la sécurité alimentaire. En particulier, la concentration des populations dans les villes apporte une nouvelle dimension à l'insécurité alimentaire. Désormais, les campagnes doivent produire encore plus avec moins de bras pour nourrir une concentration de population en expansion régulière depuis plus de 40 ans.

Vers 1930, les villes de la région ouest africaine de plus de 50 000 habitants étaient peu nombreuses (à peine plus de 10). Entre 1950 et 1975, la région connaît une première phase d'urbanisation intense sous le double effet d'une forte émigration rurale et d'une croissance naturelle soutenue (2,7 % l'an). En 1960, les centres de plus de 5 000 habitants sont au nombre de 600 et la population urbaine totalise près de 13 millions d'habitants pour l'ensemble de la sous-région, soit un niveau d'urbanisation moyen de 13 %. La dynamique s'accélère entre 1960 et 1970 et la croissance urbaine dépasse 7 % l'an. En 1980, on dénombrait quelque 2 300 centres de plus de 5 000 habitants et une population urbaine totale de 50 millions, dont 30 millions au Nigeria, soit des niveaux d'urbanisation de 34 % et 42 % respectivement.

Depuis le début des années 80, la croissance urbaine s'est ralentie dans presque tous les pays sous le coup du renversement de la conjoncture économique mondiale et des effets des politiques d'ajustement structurel. En 1990, les urbains sont pratiquement à parité avec les ruraux alors qu'en 1960, les ruraux étaient six fois plus nombreux.

Au total, et en dépit de toutes sortes d'incertitudes, l'image d'une Afrique essentiellement rurale n'est plus conforme à la réalité et s'en écartera de plus en plus. Les villes sont de plus en plus importantes dans le paysage africain, d'autant plus que leur poids économique et politique est plus que proportionnel à leur poids démographique.

Les taux de croissance de la population urbaine enregistrés de 1960 à 1980 sont trois fois supérieurs à ceux qui étaient enregistrés dans les villes européennes au plus fort de la révolution industrielle. La croissance naturelle de la population et les migrations rurales sont beaucoup plus fortes qu'en Europe à l'époque de l'industrialisation.

D'autre part, il ressort clairement que l'urbanisation accentue la polarisation de la région sur la fédération nigériane qui rassemble aujourd'hui les 3/5 de la population urbaine de l'Afrique de l'Ouest, avec un niveau d'urbanisation proche de 50 % et une densité de peuplement urbain de 50 habitants au km² (soit quatre fois plus que la moyenne régionale qui est de 12).

La croissance des villes a eu un impact notable sur les besoins alimentaires. La diminution du nombre de ruraux et l'augmentation des populations urbaines nécessite chaque année un accroissement de la productivité agricole. Il s'agit de faire face à l'augmentation naturelle de la population mais aussi à la croissance urbaine. Il a fallu augmenter les importations. Les flux se sont multipliés. Cependant, une part de l'alimentation urbaine dont le niveau est difficile à préciser mais qui se situe sans doute aux alentours de 20 %, est assurée sans avoir recours au marché. Ce phénomène est lié à une agriculture d'appoint pratiquée par les urbains dans la ville ou à ses

abords immédiats⁵⁴; il s'explique également par des échanges hors marché avec le milieu rural grâce aux liens familiaux⁵⁵. Les résidents urbains et leurs parents ruraux continuent en effet souvent à constituer une seule "unité de production-consommation", sinon de production-reproduction, à travers de multiples échanges de biens et de services, monétarisés et non monétarisés. Ceci est particulièrement vrai pour les urbains de la première génération.

2.2.6.5 *Les migrations intra-régionales*

Il y a peu d'autres régions dans le monde où les personnes sont aussi mobiles qu'en Afrique: Sur les 150 millions de migrants internationaux, près de 20 millions (13%) sont originaires d'Afrique. D'autre part, sur les 9 millions de personnes déplacées en Afrique, un tiers sont en Afrique de l'Ouest. Dans cette région, les migrations restent principalement intra régionales et s'effectuent majoritairement entre pays voisins.⁵⁶ En l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, et plus récemment le Nigeria ont beaucoup attiré les populations du Sahel car ce sont des pays qui offrent ou offraient des opportunités financières intéressantes aux familles vulnérables des pays du Nord. Ces migrations saisonnières entrent dans le cadre de stratégies de survie, afin de pallier notamment au déficit alimentaire. Cependant, les populations des zones vulnérables du nord semblent tirer peu de profit des migrations. Les migrants, qui sont de jeunes hommes, ne participent plus ou rarement à la culture et d'autre part ils sont incapables, à leur retour, de fournir les moyens nécessaires pour combler le déficit alimentaire. La migration rapporte peu ou pas⁵⁷.

Les populations migrantes emportent avec elles leurs habitudes alimentaires. Ces migrations engendrent donc des flux de produits alimentaires pour fournir les migrants installés dans les pays côtiers. Par exemple, des transferts de mil et de sorgho sont nécessaires dans les grandes villes de la côte (Abidjan, Abuja, Accra, Cotonou, Lomé) pour répondre à la demande des « allogènes » originaires du Mali, du Burkina, du Niger et du Tchad, tout particulièrement lors de fêtes familiales et religieuses comme la Tabaski, la fin du Ramadan, les mariages et les baptêmes.

2.2.7 Le développement des réseaux de communication

Depuis le début des années 80, ces réseaux se sont développés dans tous les sens du mot communication : les voies de communication (routes intérieures et routes frontalières), les télécommunications (apparition du portable), forum de rencontres et réunions régionales. Ils sont à l'origine d'un dynamisme accru dans les échanges.

Les routes se sont beaucoup développées grâce à l'aide des bailleurs de fonds. L'Union européenne a pris le relais de la Banque Mondiale pour l'exécution de ces grands travaux. Les routes frontalières sont particulièrement importantes car elles favorisent les échanges transfrontaliers. Une des dernières réalisations d'importance (2003) a été la réhabilitation de la route qui va du Burkina Faso à Niamey et dont la

⁵⁴ Cultures péri-urbaines

⁵⁵ L'urbanisation en Afrique et ses perspectives - Philippe Antoine - Revue «Aliments dans les Villes» - FAO - 1997

⁵⁶ Séminaire international sur la politique des migrations en Afrique de l'Ouest – Dakar – 18-21 décembre 2001

⁵⁷ Florence Boyer - Migrinter

mauvaise condition était devenue un réel obstacle pour les flux Niger-Côte d'Ivoire/Ghana/Togo. La route Nioro (Mali)-frontière mauritanienne a aussi été construite récemment (2004), favorisant les flux Mali-Mauritanie. La route Natitingou (Bénin)-frontière du Burkina Faso a été construite en 2002.

L'apparition des téléphones portables a été une vraie révolution pour le commerce africain. Désormais, les commerçants peuvent joindre et être joints dans tous leurs déplacements. Le téléphone portable a beaucoup augmenté la rapidité de transmission des informations, ce qui est un atout capital dans le commerce.

2.3 Les évènements de la campagne 2004-2005

Depuis la dernière grande famine de 1984, les médias avaient peu parlé de l'insécurité alimentaire de la zone sahélienne. Le déficit de 1990-1991, puis celui de 1997-1998 bien qu'importants⁵⁸, n'ont pas engendré de campagne médiatique sur la famine au Sahel.

La production de 2004 a souffert de la sécheresse et criquets, mais les niveaux de production n'étaient pas particulièrement alarmants comparés à d'autres années. En 2004, le déficit n'était que de 223 000 tonnes au Niger, c'est-à-dire relativement modeste. La production a atteint 2,6 millions de tonnes soit 11% de moins que la moyenne des 5 dernières années mais supérieure de 35% à celle de la saison 2000⁵⁹, qui avait été mauvaise, mais n'avait pas donné lieu à une crise majeure de sécurité alimentaire⁶⁰. La sécheresse a eu un impact plus marqué sur les pâturages que sur les terres cultivées⁶¹. Le déficit fourrager était estimé par la mission conjointe CILSS/FEWS NET/WFP, en octobre 2004, à 154% supérieur à celui enregistré en 2000 et a été estimé comme le déficit le plus important enregistré au Niger⁶². Les systèmes d'information ont bien fonctionné puisque les éleveurs ont été avertis très tôt de la situation par les directions de l'élevage et les médias. Les éleveurs qui ont réagi à l'avertissement par une transhumance précoce et plus au sud que normal ont pu sauvegarder la majorité de leur troupeau. Par contre, les éleveurs qui n'ont pas suivi les conseils ont du vendre ou ont perdu une partie substantielle de leur troupeau.

Malgré un déficit relativement modéré, on a cependant assisté à une augmentation extrêmement forte des prix en juin et juillet 2005 avec une moyenne de prix selon les marchés comprise entre 25 000 et 30 000 FCFA/sac de 100kg. Après une relative stagnation autour de 13 000 FCFA/sac entre octobre et janvier, la hausse a repris à partir du mois de février en passant à environ 15 000 FCFA/sac, suivi d'une nouvelle hausse en avril où le mil se vendait environ 20 000 FCFA/sac. Ces prix restent encore raisonnables par rapport à ceux de la campagne déficitaire de 2000-2001. Mais c'est surtout en juillet que la hausse est brutale car le prix du sac de mil grimpe alors entre 25 000 et 30 000 FCFA selon les marchés. Ces prix sont les plus élevés jamais

⁵⁸ La campagne de production 1997 s'est soldée par des déficits importants de 760 000 tonnes au Niger et de 370 000 tonnes au Burkina Faso

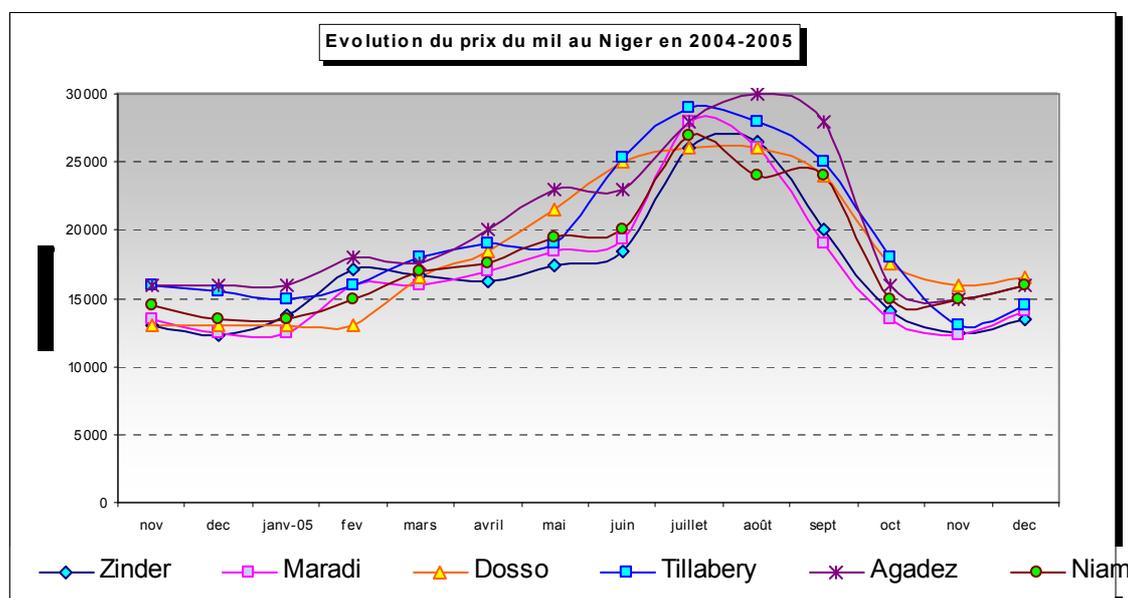
⁵⁹ La production de l'année 2000 était de 1,9 millions de tonnes

⁶⁰ Niger : comprendre la crise actuelle en se fondant sur des preuves – FEWS NET/USAID – 28/7/2005

⁶¹ Les facteurs endogènes et régionaux qui sous-tendent la crise alimentaire du Niger – FAO/SMIAR suivi mondial – Août 2005

⁶² Niger : comprendre la crise actuelle en se fondant sur des preuves – FEWS NET/USAID – 28/7/2005

enregistrés au Niger. Dès le mois d'août, ils se tassent un peu et reviennent autour de 25 000 FCFA/sac en septembre. Ils retrouvent leur niveau normal de 15 000 FCFA/sac en novembre.



Source : Bulletin Afrique Verte et SIMA

Que s'est-il passé sur le marché des céréales pour que les prix atteignent des sommets jamais égalés auparavant, ceci dans un contexte de pénurie relativement modéré ? La hausse des prix est le résultat d'une offre insuffisante par rapport à la demande. Elle est également le résultat de la hausse de l'indice des prix de 5% entre mars et juillet en réponse à la hausse des prix du pétrole.

Que s'est-il passé en juillet pour obtenir une telle hausse alors que les pluies de la campagne suivante étaient arrivées et que cette nouvelle campagne se déroulait plutôt bien ? Plusieurs facteurs se sont conjugués avant ce mois de juillet 2005.

Tout d'abord, le niveau des importations a baissé. L'offre en céréales a subit le contrecoup du déficit qui généralement au Niger est comblé par les importations en provenance du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali pour le mil et par les importations du Nigeria, du Bénin et du Ghana pour le maïs. En 2000-2001, les importations de mil avaient atteint 100 000 tonnes dont 75 000 tonnes en provenance du Nigeria, 21 000 tonnes de sorgho dont 17 000 tonnes du Nigeria, et 90 000 tonnes de maïs dont 19 000 tonnes du Nigeria et 70 000 tonnes du Burkina Faso/Ghana . Le Niger avait alors importé 111 000 tonnes de céréales en provenance du Nigeria. En 2005⁶³, ces importations n'ont pas pu compenser le déficit de production à cause de i) prix élevés au Nigeria et ailleurs dans la sous-région; ii) la baisse conjoncturelle de la production agricole (Cameroun, Nigeria, Tchad ; iii) d'obstructions formelles et informelles aux flux transfrontaliers; et iv) changements structurels de la demande due à la croissance de la population urbaine⁶⁴, à l'augmentation des prix des produits alimentaires⁶⁵

⁶³ Le Niger a importé officiellement entre octobre 2004 et mai 2005 (chiffres DPV) un peu plus de 5 000 tonnes du Nigeria et 25 000 tonnes pour l'ensemble des origines (Niger : Profil des marchés céréaliers – Geert Beekhuis – PAM – Août 2005).

⁶⁴ L'accroissement de la population d est estimé à au moins 3,3 millions de personnes par an.

orientant les populations vers les céréales les moins chères (mil et sorgho), et à la décision politique de diminuer les importations de riz⁶⁶ - et des changements de l'offre au Nigeria, due à la baisse des superficies emblavées en céréales dans les Etats du nord au profit de productions plus rémunératrices comme le sésame⁶⁷ et au manque d'incitation du Gouvernement nigérian pour soutenir la production intérieure.

Ensuite, les prix au Nigeria, qui étaient plus hauts qu'au Niger depuis plusieurs mois, ont encore augmenté sous l'effet d'une demande venant de plusieurs zones consommatrices (internes et frontalières). Au regard de la forte intégration⁶⁸ des marchés du Nord Nigeria (Dawanau) et du Sud Niger (Maradi et Zinder), les prix du Niger ont suivi la hausse nigériane.

D'autre part, le Gouvernement du Niger, dans le cadre de son aide aux populations vulnérables et par l'intermédiaire de la CCA⁶⁹, a lancé deux appels d'offre (fin avril et mi-mai 2005) pour fournir un volume de 30 000 tonnes de céréales en vue d'une vente à prix modérés. Les appels d'offre portaient sur des achats à exécuter à l'extérieur du Niger par les commerçants. Le seul pays pour faire ces achats était le Nigeria mais les prix sur les marchés nigériens étaient plus élevés que sur les marchés du Sud Niger⁷⁰. Or les commerçants n'avaient pas d'autres choix que de se tourner vers le marché nigérien, le gouvernement demandant aux commerçants de ne pas dépasser 20 000 FCFA/sac. L'appel d'offre a donc été honoré avec des céréales du Niger et les achats ont été réalisés courant juin provoquant un assèchement des disponibilités sur le marché de Maradi et Zinder et poussant les prix à la hausse (+30% pendant la deuxième quinzaine de juin). Début juillet, les prix atteignent plus de 30 000 FCFA/sac de 100 kg. Par ailleurs, sous l'effet des annonces et des campagnes médiatiques menées par MSF pendant le mois de juin, les ONG internationales et nigériennes ont voulu aider les populations à risques dans leur zone d'intervention et ont, elles aussi, commencé à acheter des céréales sur le marché nigérien.

Enfin, l'augmentation des prix a aussi pour origine les effets d'annonce portant à la fois sur la pénurie touchant l'ensemble de la zone sahélienne et sur la situation sanitaire et alimentaire des enfants dans la région de Maradi entre autre (zone d'intervention de MSF). La campagne médiatique menée par MSF qui laissait supposer une grave crise alimentaire a eu un impact négatif sur les marchés. Chacun s'est « barricadé » chez lui (fermeture des frontières ou stockage à outrance des producteurs et des commerçants). Les marchés de matières premières sont très volatils et sensibles à la moindre information de pénurie ou d'excédent. Les marchés

⁶⁵ Doublement du prix de certains produits comme le gari, le niébé, le riz ou le maïs – Source : Journal *Daily Champion* repris dans publication SMIAR de août 2005.

⁶⁶ Les industries alimentaires ont connu un plein essor ces dernières années et bénéficient pour se faire d'une protection sans mesure contre les importations. Un programme spécial de production alimentaire en masse (SMFPP) a même été lancé dans l'Etat de Kano en janvier 2004 – FEWS NET – Rapport de mission au Nigeria - du 23 août au 03 septembre 2005

⁶⁷ Rapport de mission du SAP nigérian en visite au Nord Nigeria en février 2003

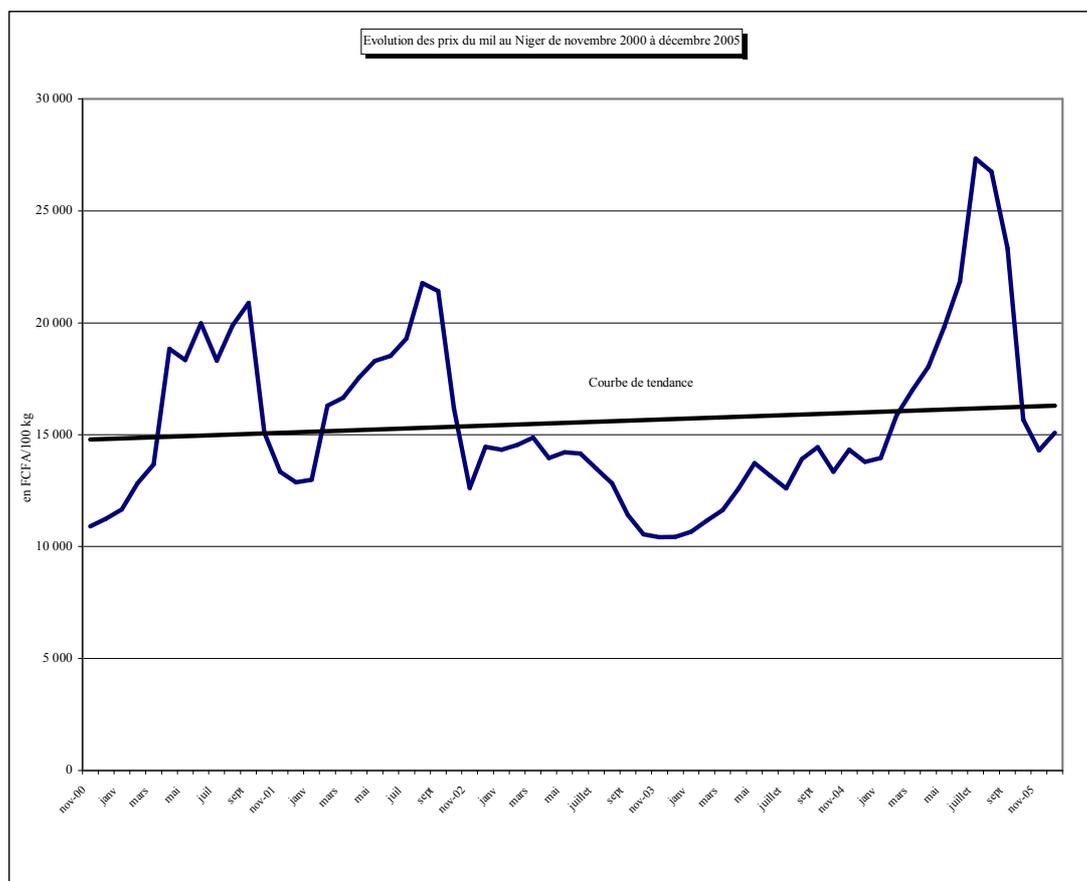
⁶⁸ L'intégration régionale des marchés céréaliers : une approche économétrique – V. Caupin et B. Laporte – dans *Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest* – ORSTOM – Cahiers des Sciences Humaines – Nouvelle série n°6 - 1998

⁶⁹ Cellule de Crise Alimentaire

⁷⁰ Depuis le mois de mai, les prix du mil sur le marché de Jibia (marché frontalier nigérian) dépassent ceux du Niger et atteignent 30 000 FCFA/sac de 100 kg alors que ceux de Maradi au Niger ne vont guère au-delà de 25 000 FCFA/sac pour le même mois.

libéralisés d’Afrique de l’Ouest ne dérogent pas à cette règle des grands marchés internationaux.

C’est cet ensemble d’évènements qui a fait monter les prix de manière anormale sur les marchés du Niger en juillet. Dans le schéma ci-dessus, on constate que les prix de 2005 sont de loin les plus élevés des 5 dernières années à cause du pic de juillet.



Source : SIMA

Pourquoi les populations ont-elles été aussi dramatiquement touchées par la hausse des prix ? Tout d’abord parce que les prix ont été très élevés, mais surtout parce que le niveau de vie et la situation sanitaire des populations à risque était particulièrement fragile et déjà instable. Le niveau de vie est en baisse et tout particulièrement dans les zones rurales. Comme pendant toutes les crises alimentaires, les populations à risque ont tenté de vendre leur bétail. Les animaux restés au Niger⁷¹ ont soufferts du manque de pâturage et avec la vente plus importante de bétail et la mauvaise situation sanitaire des animaux, les prix ont chutés, comme d’habitude. Les termes de l’échange mil/bétail se sont dégradés.

En dehors du bétail, les revenus issus des oignons, dont la récolte arrive au moment de la soudure céréalière, ont été divisés par deux et demi depuis 2003⁷² car la

⁷¹ Une grande partie du troupeau nigérien est partie en transhumance vers les pays côtiers

⁷² On est passé de 250 FCFA/kg en mars 2003 à moins de 100 FCFA/kg en mars 2005 – Rapport mensuel de FEWS NET – mars 2005

demande en provenance de Côte d'Ivoire et du Ghana était en forte baisse. Entre mars 2005 et mars 2004 les prix ont baissé de 60%. Ce marché semble avoir subi le contrecoup d'importations en augmentation, venues des pays européens, sur les marchés des pays côtiers⁷³.

3 Identification des marchés charnières à suivre

Dans ce chapitre, un premier essai pour identifier les marchés à suivre est présenté. Ceci devrait être enrichi par une analyse plus approfondie des marchés transfrontaliers comme proposé dans la section 'Recommandation 3' (chapitre 5).

3.1 Niger

On peut dire que l'ensemble des marchés de la sous-région présente des transactions de produits alimentaires (en dehors des marchés à bétail stricto sensu). Les flux ont alors deux sens : soit du producteur excédentaire vers le grossiste en passant par le collecteur, soit du grossiste vers le consommateur situé soit dans une zone urbaine soit dans une zone rurale, en passant par un détaillant. Dans cette organisation des échanges, les marchés «charnières » sont les marchés de regroupement où sont regroupés et stockés les céréales et autres produits alimentaires avant d'être distribués vers les consommateurs nationaux ou régionaux, urbains ou ruraux.

Sont classés dans la catégorie « marchés de regroupement », les marchés où un stockage de produits est fait en vue d'une revente locale ou (extra-)régionale. Certains de ces marchés ont un impact majeur sur la sécurité alimentaire des populations. Au Niger, des marchés comme celui de Niamey, Maradi, Zinder, Diffa, Tillabery, Tahoua et Agadez, qui sont les grands centres urbains du Niger, sont très importants pour la survie des populations qui ne produisent pas de céréales. C'est à partir de ces marchés que les consommateurs urbains sont approvisionnés mais c'est aussi à partir de ces centres que sont approvisionnées les zones rurales déficitaires. Le schéma est le même dans les autres pays sahéliens pour les flux internes à chaque pays. Le suivi de l'approvisionnement de ces marchés constitue un bon outil d'appréciation de la sécurité alimentaire d'une région. Ces marchés sont généralement suivis au niveau des prix par les SIM des pays du Sahel, mais les quantités stockées ne sont pas ou mal évaluées.

Ces mêmes marchés, ainsi que certains autres plus spécifiques, ont également une importance capitale pour la survie des populations à risques car ils concentrent tous les échanges touchant à la vente des produits de rente. Selon les zones de production de ces produits de rente (au Niger, Diffa pour le poivron, Galmi, Dosso et Niamey pour l'oignon, Balleyara, Bakin Birgi, Tchintabaraden, etc., pour le bétail, Balleyara et Bakin Birgi pour le niébé), ces marchés sont le point de départ des exportations vers les destinations consommatrices. Un suivi des prix et des quantités sur ces marchés est également une nécessité pour connaître l'évolution des revenus des populations à risque dans les zones de production.

D'autres marchés, situés le long de la frontière avec le Niger, sont également des marchés de regroupement importants pour les échanges avec ce voisin sahélien. : Jibia

⁷³ Cette information n'a pas pu être vérifiée.

situé à 40 km de Maradi, Illela situé à 5 km de Birni N’Konni, Damasak proche de Diffa. Ces marchés sont non seulement des lieux d’échanges pour les céréales mais également pour beaucoup d’autres produits issus des deux pays (niébé, oignon). Les prix sur ces marchés sont actuellement suivis par le SIMA du Niger mais les quantités en stock ne le sont pas. Pour le bétail, il existe des marchés plus spécifiques suivis par le SIM bétail du Niger.

3.2 Nigeria

L’analyse des marchés de céréales dans le bloc est de l’Afrique de l’Ouest montre que tous les flux semblent partir ou converger vers le Nigeria qui se positionne comme le principal pôle régional des transactions céréalières. Ainsi les déficits structurels du Niger et du Tchad en mil et sorgho depuis longtemps, et plus récemment en maïs, sont comblés par les excédents provenant des Etats de Sokoto et Kebbi au nord-ouest, de Katsina, de Kano, de Kaduna, de Jigawa et de Bauchi au centre-nord, de Yobe et de Borno au nord-est du Nigeria.

Les marchés à suivre sont les suivants.

- Le marché de Dawanau, situé à la sortie de la ville de Kano à 240 km de Maradi et à 600 km de la frontière tchadienne, est le plus gros marché de regroupement sur lequel se retrouve une grande partie de ces excédents commercialisables. Il attire des commerçants de tout le bloc est de l’Afrique de l’Ouest (Burkina Faso, Niger, Tchad, Cameroun, Bénin) qui apportent non seulement des produits mais aussi des informations issues de leur région et de leur pays. Ce marché est le plus grand marché céréalier de la région ouest africaine. Les marchés des pays voisins, en particulier ceux du Niger, sont particulièrement connectés à ce marché : le taux de corrélation des prix entre le marché de Dawanau et les principaux marchés de regroupement et de consommation du Niger est très élevé. La présence sur ce marché de commerçants venant de plusieurs pays voisins associés aux informations qu’ils apportent sur la situation dans leur pays, est une source de variations des prix. De même, ces variations sont rapidement répercutées sur les marchés d’où sont issus ces commerçants. Le suivi des prix et des quantités, ainsi que les informations qui circulent sur le marché de Dawanau est une activité à entreprendre pour permettre de mieux analyser les faits, les liens, les répercussions de chaque pays sur la sécurité alimentaire des autres. Récemment mis en place, le projet Mistowa, exécuté par l’IFDC sur financement américain, suit désormais l’ensemble des événements de ce marché. Plusieurs missions du FEWS et du CILSS, avec leurs partenaires, ont depuis 2005 commencé à analyser le fonctionnement de ce marché et son rôle dans la sous-région pour l’ensemble des produits qu’il traite (produits céréaliers et produits de rente).
- Le marché de Potiskom situé au centre de la région de production du maïs, à environ 330 km de Zinder et à mi-chemin entre le marché de Dawanau et de Maïduguri est un grand centre d’échange pour le maïs.
- Le marché de Maïduguri situé au centre d’une zone de production de céréales mais relativement proche de la frontière et de 3 grandes villes appartenant à 3 pays différents : 230 km de Ndjaména (Tchad), 170 km Diffa (Niger) et 190 km de

Maroua (Cameroun) est, comme celui de Dawanau, un marché d'échanges pour toutes sortes de produits agricoles et d'élevage entre les 4 pays.

3.3 D'autres pays de la Côte

Plusieurs marchés ou zones marchandes devraient être suivis.

- Le marché béninois de Malanville, un marché frontalier situé à 5 km du marché nigérien de Gaya. L'axe Malanville-Gaya développe des dynamiques transfrontalières tant locales que régionales et se distingue par les volumes échangés (100 000 tonnes de céréales dont principalement du maïs) et le développement de couloirs secondaires entre les trois frontières : Malanville (Bénin), Gaya (Niger) et Kamba (Nigeria)⁷⁴. Ce marché joue un rôle important dans les échanges inter-régions : le Bénin est représenté par les céréales (mil, sorgho, maïs, riz, niébé), les tubercules (igname, manioc, gari, tapioca), des fruits et quelques légumes. Le Niger y présente du niébé, du souchet, de la tomate, du natron, le Nigeria, de l'ail, du gingembre, du poivre.
- Le marché de Lomé joue le rôle de marché de regroupement pour le Niger car les ressortissants nigériens installés dans la ville achètent sur ce marché du maïs et d'autres produits destinés à leur famille restée au pays. Accra et Cotonou jouent le même rôle.
- Le marché de Korhogo en Côte d'Ivoire, situé à une centaine de kilomètres de la frontière du Mali et du Burkina Faso, est un marché important pour les échanges de céréales (mil, maïs et riz) entre les trois pays^{75,76}.

3.4 Burkina Faso

Pour ce pays, les marchés à suivre sont celui de Bobo Dioulasso et celui de Pouytenga, proche de Koupela. Ce dernier est un marché particulier car s'il est situé dans une petite région de production du Burkina Faso et relativement loin des frontières, il est devenu un marché d'échanges importants avec le Ghana, le Togo et le Niger. Les céréales dominent, en particulier le maïs. Le marché à bétail est également important.

4 *Lacunes dans les connaissances*

Les lacunes dans les connaissances ne sont pas systématiquement des informations manquantes. Il existe déjà beaucoup d'informations, mais c'est plutôt leur prise en compte dans les analyses sur la sécurité alimentaire qui fait défaut. Comme expliqué précédemment, beaucoup de facteurs interfèrent les uns sur les autres pour la formation du prix des produits. Des facteurs parfois assez éloignés du prix des produits vivriers et de rente de l'Afrique de l'Ouest peuvent influencer sur la sécurité alimentaire des populations du Sahel. Prenons l'exemple des importations de volaille

⁷⁴ Malanville-Gaya : comptoir commercial et couloir de spéculations - Guy Michel Boluvi – Frontières et Intégrations en Afrique de l'Ouest – Juillet 2004

⁷⁵ WFP, Market profile for Côte d'Ivoire, 2006. (www .wfp.org)

⁷⁶ Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et le Nord de la Côte d'Ivoire – Pascal Labazée – dans « Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest »

congelées à partir de l'Union européenne : l'arrêt de ces importations au Nigeria a augmenté la production de volailles nigérianes et entraîné une augmentation de la consommation de maïs dans ce pays et donc diminué les disponibilités pour l'exportation vers le Niger ; cette situation a provoqué une hausse des prix car la demande nigérienne existait. Imaginons que les subventions européennes sur ces volailles disparaissent provoquant ainsi un arrêt des importations pour l'ensemble des pays ouest africains. Il est difficile de voir rapidement le lien qu'il y aura entre ces subventions et l'alimentation des populations à risque dans les pays du Sahel.

Il restera ainsi toujours une grande part d'incertitude dans l'analyse des prix des produits vivriers. Ce n'est souvent qu'après que les prix ont augmenté sans avoir une explication évidente, que des enquêtes sont menées pour connaître les facteurs plus « dérivés » à l'origine de la hausse des prix. Entre temps, la situation alimentaire des populations s'est dégradée.

Puisqu'une grande partie des informations existent, voyons d'abord ce qui existe sur les grands facteurs influant sur les prix et la production : informations climatiques, économiques, démographique, politiques, sociales.

4.1 Les informations acquises

Après un tour d'horizon sur les informations publiées sur la sécurité alimentaire et les échanges transfrontaliers, on constate rapidement une classification naturelle : les informations régulières (permanentes), pratiques et dynamiques, et les informations ponctuelles, plus descriptives et théoriques. Ces deux types d'informations sont complémentaires pour faire une bonne analyse de la sécurité alimentaire, les premières permettant une appréciation concrète du marché et les secondes apportant des grilles de lecture diverses selon les thèmes développés qui permettent d'analyser les faits selon des perspectives différentes.

4.1.1 Les informations pratiques

Plusieurs structures et organismes produisent ce type d'informations. Les données collectées portent sur la production, le marché et la situation alimentaire des populations⁷⁷.

4.1.1.1 Les informations sur la production

Deux types de structures produisent des informations touchant à la production des produits agricoles et d'élevage.

Les services statistiques des neuf pays sahéliens collectent les données sur les productions céréalières en utilisant le système de collecte mis en place par le projet DIAPER (estimation + carrés de rendement). Pour les autres produits et les autres pays, chaque service a son propre système de collecte. Les données ne sont pas toujours reconnues comme très fiables – parfois en raisons des pressions politiques -

⁷⁷ La présentation des informations acquises se limite principalement aux sujets liés aux marchés et ses liens avec la sécurité alimentaire. Il existe beaucoup d'autres informations sur la malnutrition et la sécurité alimentaires qui ne sont pas identifiées dans le présent chapitre.

mais ce sont les seules informations primaires qui existent sur la production de chaque pays.

Le CILSS qui existe depuis 1973 et regroupe les neuf Etats du Sahel, travaille en utilisant les données des services statistiques nationaux en les comparant aux estimations faites à partir des images satellitaires avec l'appui de la FAO et du FEWS NET. Son rôle est de permettre aux Etats sahéliens d'appréhender les problèmes de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles à l'échelle sous-régionale et de proposer des mesures efficaces pour les résoudre. Le département Information et Recherche du centre régional AGRHYMET (un des 3 sites du CILSS), basé à Niamey, est chargé de suivre le déroulement des campagnes agricoles (céréalières) des 9 pays du CILSS à la fois sur le plan climatologique et sur la production. Grâce au programme AP3A appuyé le FEWS NET et la FAO, il a défini également les zones structurellement vulnérables qui feront l'objet d'un suivi. Il rassemble, analyse et distribue des informations climatologiques, agrométéorologiques, hydrologiques, pastorales et phytosanitaires ainsi que des données sur les ressources naturelles (sols, eaux, forêts, etc.). Il aide les pays du Sahel à publier chaque année un bilan céréalier. Ces informations sont consultables sur le site www.aghrymet.ne.

4.1.1.2 Les informations sur les marchés

Les Systèmes nationaux d'Information sur les Marchés (SIM) et les observatoires de produits collectent, traitent, analysent et publient les prix de différents produits. Ces SIM existent dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest (pays sahéliens et pays côtiers) depuis plus ou moins longtemps : l'OMA au Mali (www.oma.gov.ml), le SIM/CSA au Sénégal, le SIMA (simc@intnet.ne) et le SIM bétail (sscdsimb@intnet.ne) au Niger, le SIPAG en Guinée, l'OCPV en Côte d'Ivoire, le SIM/SONAGESS au Burkina Faso (www.statistika.net) etc..). Le dernier mis en place est le SIM du Togo qui a été largement appuyé par le RESIMAO⁷⁸ et le projet PASIDMA⁷⁹ (basé à Bamako) financé par l'USAID à travers le 'Michigan State University'. Ces SIM offrent souvent deux types d'informations :

- des radiodiffusions hebdomadaires de prix en langues ethniques, à destination des acteurs du marché mais, surtout, des producteurs et des consommateurs.
- des publications écrites mensuelles, semestrielle et annuelles selon les structures. Ces publications ne sont malheureusement pas consultables sur Internet car ces structures d'informations n'ont pas de site.

Un réseau régional de systèmes d'information, le RESIMAO basé à Bamako regroupant l'ensemble des SIM de la sous-région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Bénin et Togo) et couvrant 390 marchés ruraux et urbains d'Afrique de l'Ouest publie les prix hebdomadaires des SIM régionaux. Ils sont consultables sur le site www.resimao.org.

Les services de statistiques douanières et de Protection des Végétaux collectent des informations sur les importations et les exportations de chaque pays. Les données ne sont généralement pas très fiables, surtout pour les matières premières produites

⁷⁸ Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés d'Afrique de l'Ouest

⁷⁹ Projet d'Appui aux Systèmes d'Information Décentralisé du Marché Agricole

localement, et sont peu utilisées sauf pour donner des ordres de grandeur sur les échanges transfrontaliers. Ces services ne sont pas accessibles par internet.

Le MISTOWA⁸⁰ est un réseau mis en place par l'IFDC et financé par USAID. Son but est de promouvoir le commerce agricole régional et d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest par une meilleure intégration des efforts en cours dans la région. Le projet publie un grand nombre d'informations commerciales très pratiques (prix, conférence/réunion/forum /événements spécifiques et leur compte rendu, listes de contacts par pays, projets, etc.). Ces informations sont consultables sur les sites www.wa-agritrade.net et www.mistowa.org.

L'ONG Afrique Verte financée par plusieurs bailleurs dont la Coopération française et la Commission européenne appuie les producteurs de céréales pour la vente de leur produit. Elle facilite les relations entre producteurs des zones excédentaires et déficitaires dans 3 pays : le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Elle est à l'origine de la mise en place de bourses céréalières nationales et régionales. Elle publie chaque mois une analyse de l'évolution des prix des céréales dans ces trois pays en se basant sur la collecte faite par les SIM nationaux. Les publications sont consultables sur le site www.afriqueverte.org.

4.1.1.3 Les informations sur la situation alimentaires des populations

Les Systèmes d'alerte précoce (SAP) nationaux des différents pays du Sahel sont à l'origine d'une collecte et d'une analyse d'un certain nombre de données. Parmi les données collectées figurent des informations quantitatives portant sur l'état nutritionnel des populations, les prix sur les marchés, les estimations de production de produits agricoles et de fourrage, et des informations qualitatives sur le comportement alimentaire et économique des populations. Le SAP du Mali est consultable sur le site www.sap.gov.ml; le SAP de Mauritanie est consultable sur le site www.csa.mr. Les autres SAP n'ont pas de site internet.

Depuis quelques années, le CILSS – et ses partenaires, travaille sur un cadre harmonisé pour l'analyse de la sécurité alimentaire. En 2004/2005, le cadre harmonisé a été utilisé pour le Niger ; et des analyses au Mali et au Burkina Faso sont attendus pour 2006.

Le FEWS Net⁸¹, basé à Washington, est un système d'alerte précoce financé par USAID. Les bureaux nationaux installés dans six pays d'Afrique de l'Ouest sont chargés d'analyser un ensemble d'informations ayant trait à la sécurité alimentaire dans ces pays. Il publie des rapports pour chaque pays suivi et des bulletins avec le CILSS couvrant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Cette structure fournit des informations précises et complètes sur la pluviométrie et la couverture végétale (cartes et images satellitaires), l'évolution des prix et l'estimation des productions, les modes de vie et de survie des populations et les opérations d'urgence mises en place. Ces informations peuvent être consultées sur le site www.fews.net.

⁸⁰ Réseaux régionaux de systèmes d'information de marchés et de commerce agricole en Afrique de l'Ouest

⁸¹ Famine early warning system network

Le SMIAR⁸², basé à Rome, est le service d'alerte précoce de la FAO et publie aussi des rapports mensuels sur l'état de la sécurité alimentaire des populations dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest. Le SMIAR est relayé dans ces pays par les représentations officielles de la FAO. Il publie des bulletins mensuels d'analyse pour chaque pays. Ces informations peuvent être consultées sur le site : www.fao.org/giews/french/.

Le SICIIV⁸³ est un projet mis en place par la FAO sur financement de plusieurs bailleurs et dont l'objectif est d'améliorer l'information touchant à la sécurité alimentaire et à la vulnérabilité. Les SICIIV sont des réseaux qui collectent, analysent et diffusent des informations sur les personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire comme par exemple leur position géographique, les raisons de leur vulnérabilité et les risques auxquels elles sont exposées. Deux pays d'Afrique de l'Ouest en font partie : le Burkina Faso et le Cap Vert. Les informations publiées par les SICIIV sont consultables sur le site www.fivims.net.

Enfin, le PAM entreprend des études de la sécurité alimentaire structurelle (VAM) et conjoncturelle (Evaluation de la Sécurité Alimentaire). Tous les documents sont disponibles sur le site web du PAM: www.wfp.org.

4.1.2 Les informations ponctuelles, descriptives/théoriques

Ces informations sont de nature très diverses et issues d'un grand nombre d'organismes et de centres de recherche. En annexe, une tentative de classement est faite par grand thème : crise 2004-2005, les études de filières par produit et par pays, le commerce en Afrique, l'intégration régionale, les politiques commerciales menées par les pays de la sous-région, la démographie et l'urbanisation.

Dans l'ensemble de ces informations, on distingue plusieurs sources importantes d'informations :

Des livres de références :

- Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest – 229 pages - Cahier des sciences humaines n° 6 - collection AUTREPART – Edition de l'Aube – ORSTOM - 1998
- Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest – 266 pages - collection hommes et sociétés - IRD éditions – 1993
- Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest – 393 pages – Karthala/CRDI - 1996

Des publications périodiques spécialisées :

Politique Africaine – www.politique-africaine.com. Publiée par les éditions Karthala, Politique Africaine est une revue pluridisciplinaire d'analyse du politique en Afrique. Créée au début des années 80, c'est une revue trimestrielle. Chaque numéro est

⁸² Système Mondial d'Information et d'Alerte Rapide

⁸³ Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (en anglais FIVIMS) Le site Internet www.afriquefrontieres.org est édité par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 94 rue Chardon Lagache, 75016 Paris.

structuré autour d'un dossier, portant sur un thème particulier ou sur un pays ou une aire régionale. Constitué d'une demi-douzaine d'articles, chaque dossier équivaut à un mini ouvrage collectif, réalisé par les meilleurs spécialistes du sujet.

Frontière et intégration en Afrique de l'Ouest (WABI⁸⁴) - www.afriquefrontieres.org. Ce site Internet est édité par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat du Club (SCSAO) a organisé en mai 2002 à Accra un séminaire mettant en lumière les nouvelles dynamiques d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Sur cette base, il a développé un programme « frontières » au titre duquel il cherche à établir le lien entre les expériences de terrain et le domaine de la décision politique. Le SCSAO est, avec Enda Diapol, à l'origine de l'initiative WABI. Les publications de documents de travail n'ont pas de périodicité. Le site publie également une chronique frontalière.

Développement Institutions et Analyses à Long Terme (DIAL) - www.dial.prd.fr. DIAL est un laboratoire de recherche en économie du développement constitué par l'IRD⁸⁵ en partenariat avec l'AFD⁸⁶. Il publie régulièrement une quinzaine de documents de travail par an ainsi qu'une lettre d'information semestrielle.

Collection «Aliments dans les villes » www.fao.org/ag/sada.htm. Créée en 1997 par le service AGSM de la FAO, la collection «Aliments dans les villes» (composée d'ouvrages, photos, shows de diapositives et vidéos) se propose d'analyser les défis à la sécurité alimentaire des ménages les moins aisés, posés par la croissance des zones urbaines, de la pauvreté et des coûts d'accès aux aliments, et d'aider à la formulation de politiques et de stratégies pour le renforcement des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires (SADA) dans lesquels les collectivités locales et les organisations de la société civile jouent un rôle important.

Le réseau «Suivi des échanges commerciaux entre le Nigeria et les pays voisins » (LARES) – www.bj.refer.org/benin_ct/eco/lares. Il a été créé en 1985 sur financement de la coopération française, et a été mis en œuvre par l'IRAM. Il a pour objectif (depuis 1996) d'observer les flux de produits et les marchés parallèles de change afin d'aider, dans les pays de la Zone Franc, à la définition de politiques économiques qui prennent en compte les interdépendances avec le Nigeria. Le réseau possède une série de rapports, d'articles et de livres édités depuis 1987. Depuis 1995, le journal « L'écho des frontières » édite des dossiers trimestriels.

L'OMC qui surveille les politiques commerciales des pays et qui publie des analyses régulières de ces politiques consultables sur le site www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/tpr_f.htm.

A cela s'ajoute les documents de travail et autres publications de l'ensemble des structures travaillant au service du développement de l'Afrique de l'Ouest (voir l'inventaire des documents en annexe 1).

⁸⁴ West African Borders and Integration

⁸⁵ Institut de Recherche et de Développement

⁸⁶ Agence Française de Développement

4.2 L'amélioration de l'analyse de la sécurité alimentaire

Ces analyses concernent de deux types d'informations : i) les informations qui pour l'instant ne font l'objet d'aucune collecte primaire ou qui existent mais qui sont fragmentées ; et ii) les informations qui sont disponibles, mais qui ne font ni l'objet d'un suivi régulier ni d'une analyse appropriée.

4.2.1 Les informations à rechercher et à suivre

- A collecter et à analyser: flux d'importations et d'exportations des principaux produits agricoles et d'élevage par pays. Echanges formels et informels.
- A suivre par les SIM et les SAP de chaque pays : le prix des céréales et d'autres produits agricoles et d'élevage sur les principaux marchés transfrontaliers, en particulier celui de Dawanau au Nigeria, de Malanville au Bénin et de Korhogo en Côte d'Ivoire, de Pouytenga au Burkina Faso. Le processus de la collecte et de la publication est déjà entamé par le projet MISTOWA pour quelques produits agricoles. Cet effort devrait être renforcé par une extension géographique et de produits (agricole et animale), ainsi que par une analyse régulière par les pays sahéliens.
- A identifier : l'autoconsommation dans chaque pays sahélien et la part mise en marché (estimation), à partir de différents scénarios de production (situation déficitaire, situation équilibrée, situation excédentaire). Les chiffres actuellement avancés sont trop flous.
- A collecter de façon périodique et à analyser: les stocks paysans dans les pays de la zone CILSS. Relancer et améliorer l'enquête qui existait dans l'enquête Diaper.
- A collecter de façon périodique et à analyser: les stocks céréaliers des commerçants dans les grands centres urbains.

4.2.2 Améliorer l'analyse de la situation alimentaire

Trois types d'analyses sont nécessaires pour prévenir les problèmes d'insécurité alimentaire liés aux marchés:

- une analyse du pays étudié dans le contexte du marché sous-régional ;
- une évaluation des déficits conjoncturels et structurels qui prend en compte la réponse du secteur privé et des consommateurs ; et
- une analyse de l'impact de l'évolution des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages et la détermination des populations à risques par une analyse au niveau des villages et des ménages.

4.2.2.1 *Le pays dans le contexte du marché sous-régional*

Chaque année, en début de campagne de commercialisation, à la fin des récoltes des produits agricoles (octobre-décembre), chaque pays sahélien doit s'engager dans une analyse approfondie de sa situation au sein de l'environnement ouest africain. Plusieurs données sont à prendre en compte dans cette analyse:

- Les réserves de céréales (production + stocks estimés des producteurs) du pays et son niveau de consommation estimé (bilan céréalier brut), ce qui va permettre de dégager un excédent/déficit brut (déjà en pratique).
- La situation des réserves dans les pays de la sous-région: autres pays sahéliens + pays côtiers. Identifier les pays déficitaires et connaître les échanges céréaliers habituels avec ces pays. Les prix des céréales dans ces pays déficitaires devront faire l'objet d'un suivi approfondi tout au long de la campagne de commercialisation et devront être régulièrement comparés à ceux du pays voisins car des prix élevés dans les pays déficitaires seront sources de flux céréaliers en direction de ces pays.
- L'évolution climatique, économique, sociale, commerciale et politique des pays habituellement exportateurs de céréales. Chaque année (et lorsque nécessaire pendant l'année), une étude doit être diligentée dans ces pays avant les résultats de la campagne de production afin d'identifier les grands événements qui ont marqué ces pays pendant l'année et leurs impacts sur les pays déficitaires environnants. L'analyse devra porter sur les conséquences de ces événements non seulement sur le marché céréalier mais aussi sur le marché des principaux produits de rente de chaque pays déficitaire.
- Les marchés des principaux produits de rente du pays analysé doivent être suivis du point de vue des quantités et des prix ainsi que pour tous les événements majeurs qui ont influencé la filière commerciale de ces produits, ceci afin de faire un diagnostic de la situation financière des populations et de leurs capacités à acheter de la nourriture. A ce sujet, il faudrait créer un nouvel outil d'analyse qui permettrait d'estimer cette capacité d'achat par rapport au prix des céréales : au lieu de calculer des termes de l'échange pour chaque produit de rente par rapport au prix des céréales (analyse qui ne donne pas totalement satisfaction car la vision de la capacité d'achat des populations à risques est trop fragmentée), il faudrait mettre en place un prix de référence des produits de rente prenant en compte les prix pondérés d'un panier prédéfini de produits de rente (adapté aux productions de chaque zone). Et c'est ce prix pondéré qui sera comparé aux prix des céréales.
- Pour les cinq pays d'Afrique de l'Ouest qui sont annuellement importateurs nets de céréales (riz principalement), c'est-à-dire le Sénégal, la Mauritanie, le Cap Vert, la Gambie et la Guinée Bissau, l'analyse doit être faite un peu différemment car il faut alors rajouter une analyse approfondie du marché du riz dans les pays asiatiques, pourvoyeurs essentiels des importations de riz dans ces pays. Un suivi des prix et des événements qui font fonctionner cette filière d'importation est à faire tout au long de l'année. Une analyse de l'économie des pays de transit pour ce riz est également à faire annuellement (Gambie et Guinée Bissau en particulier, voire la Guinée selon le niveau de réexportation de ce pays).

4.2.2.2 L'analyse des déficits au niveau national et régional

Dans les pays sahéliens, certaines zones enregistrent des déficits chroniques, année après année. Lorsqu'il y a une crise, ces déficits sont comptabilisés au même titre que les déficits conjoncturels dans le déficit global du pays. Cette non-distinction produit des chiffres qui semblent « exagérés ». Il faut donc arriver à différencier, pour chaque crise, la part des déficits chroniques de la part des déficits conjoncturels, afin de limiter les interventions d'urgence sur le terrain.

Ensuite, la réponse du secteur privé en termes d'importations, de commerce et de stockage devra être analysée pour estimer le déficit probable. Selon des études précédentes, il est clair que le secteur privé a une capacité de compenser les déficits de production par l'importation et/ou les stocks. Donc, afin de ne pas surestimer les déficits, ces réponses devraient être prises en compte dans le calcul des déficits.

Enfin, la substitution d'un produit de consommation qui est devenu cher par rapport à un autre dont le prix n'a pas augmenté devra être prise en compte dans l'analyse des déficits. Par exemple, une chute de production du sorgho en Mauritanie conduisant à une hausse de son prix, sera accommodée par une plus forte consommation du blé.

4.2.2.3 Analyse de la sécurité alimentaire au niveau village/ménage

Cette analyse fera le lien entre les autres analyses au niveau sous-régional et national et celles au niveau des villages et des ménages. Pour faire ce lien, une connaissance de la dépendance des populations vis à des marchés est essentielle. Cette connaissance devrait ressortir des analyses approfondies de la sécurité alimentaire comme celle menées par le CILSS (cadre harmonisé). Il est évident que ces analyses approfondies touchent également beaucoup d'autres sujets qui ne sont pas traités ici.

5 Conclusion et recommandations

La crise de 2004-2005 dont l'ampleur imprévue a laissé tous les experts des systèmes d'informations perplexes, pourrait bien se reproduire dans les années à venir, surtout si toutes les recommandations d'amélioration des systèmes de suivi ne sont pas bien mises en oeuvre. En effet, malgré l'identification de nouveaux types d'informations à prendre en compte dans les analyses, aucun système d'information ne pourra maîtriser l'ensemble des faits qui peuvent avoir un impact sur la sécurité alimentaire de populations déjà fortement éprouvées par la pauvreté. L'effet dérivé de certains événements est parfois si complexe qu'il paraît difficile de maîtriser l'ensemble de ces informations.

Dans ce rapport, on constate qu'une grande partie de l'information existe mais qu'elle n'est pas utilisée suffisamment. Il y a donc non seulement un problème d'information mais aussi de capacités financières et humaines pour analyser ces informations et en faire un réel outil de prévention.

Les analyses actuelles sont trop ciblées sur la production et cela malgré la libéralisation du commerce dans l'ensemble des pays sahéliens depuis près de 15 ans et la mise en place d'un marché commun sous-régional (UEMOA) depuis 10 ans. L'information analysée a surtout trait au déroulement de la campagne de production

(couverture végétale, niveau pluviométrique, etc.). Les données de base sont collectées et analysées correctement. Dès que l'on passe à l'analyse de la production elle-même, les données sont plus floues et les analyses moins pertinentes. Et lorsqu'on passe à la campagne de commercialisation, il y a très peu d'analyse. Cette partie de la sécurité alimentaire n'a pas les outils nécessaires à sa disposition pour faire des analyses cohérentes et fiables.

Sur la base de ces constatations, plusieurs recommandations peuvent être faites pour améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire de la zone sahélienne. Partant du fait que l'information est déjà très importante, les recommandations sont hiérarchisées en favorisant les actions à mener à partir de l'acquis avant les recommandations sur les informations complémentaires à rechercher. Les premières recommandations correspondent aux premières priorités. Néanmoins, dans un premier temps, la mise en œuvre de 6 premières priorités est considérée très importante. Parfois, leur mise en œuvre ne coûtera pas beaucoup d'argent, ou elle est déjà en cours.

Recommandation 1 : Renforcement des capacités d'analyse nationales

Cette recommandation est essentielle pour faire avancer la connaissance des mécanismes d'insécurité alimentaire. Ce renforcement des capacités doit se faire à différents niveaux :

- surtout au niveau des SAP et des SIM qui utilisent des informations d'origine diverses et doivent être en mesure d'évaluer les informations importantes dans le flot d'informations existantes et l'impact qu'elles auront sur le pays.
- au niveau des Ministères qui sont à la source de la collecte de base (Agriculture, Elevage, Santé, Douanes, Météo, etc.)

Recommandation 2 : Une meilleure utilisation des bilans céréaliers

Depuis leur mise en place, les bilans céréaliers sont estimés être très approximatifs par l'ensemble des acteurs de la sécurité alimentaire. Mais le bilan céréalier est actuellement le seul outil de gestion du disponible céréalier annuel pour chaque pays. Les postes de ce bilan les moins fiables restent les estimations des importations et des exportations commerciales et le niveau des aides alimentaires qui varient tout au long de la campagne de commercialisation selon le déroulement de cette campagne. Il est donc tout à fait impossible d'estimer de manière fiable les quantités importées ou exportées à titre commercial ou humanitaire en début de campagne. Ces trois postes sont à retenir uniquement pour le bilan ex-post en fin de campagne de commercialisation. Par ailleurs, les pays et le CILSS devraient être encouragés à réévaluer les niveaux de consommation par habitant qui sont élevés par rapport aux autres pays africains, en utilisant par exemple les études 'budget-consommation' faites dans tous les pays.

Pour le bilan prévisionnel, fait en début de campagne, les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent travailler avec priorité sur le bilan brut qui reprend les estimations de production, de consommation et de stock producteur et commerçant. La collecte des informations pour ces quatre types de données est à améliorer, en particulier pour l'estimation, en début de campagne, des stocks producteur et commerçant qui pour l'instant n'est pas fiable. L'estimation de la production reste certainement à affiner mais donne déjà des résultats honorables avec le système Diaper.

Il faudrait ajouter un bilan céréalier en début de période de soudure (mi-parcours de la campagne de commercialisation). Ce bilan privilégiera le niveau des stocks producteurs et des stocks commerçants. Si la date officielle de la soudure est fixée au 1er avril par exemple, il sera très utile de savoir, à ce moment là, quel est le niveau des stocks nationaux chez les producteurs et chez les commerçants et où se trouvent géographiquement ces stocks. Le Gouvernement pourra alors faire des recommandations à ces deux types d'acteurs pour que les marchés continuent d'être régulièrement approvisionnés pendant la période difficile.

Recommandation 3 : Mise en place d'un système de suivi des flux d'importations et d'exportations

Le manque d'informations sur les flux transfrontaliers reste un handicap majeur à la bonne compréhension des échanges et du fonctionnement des marchés de la sous-région. Malgré son importance, la réalisation de ce type d'enquête a toujours été repoussée en raison de son coût. Néanmoins, le CILSS et ses partenaires ont entamé des discussions à la fin de 2005 pour déterminer la meilleure façon de suivre les flux transfrontaliers. Dans le cadre de cette initiative, il est d'abord recommandé qu'une évaluation des marchés transfrontaliers soit entreprise pour connaître leur fonctionnement, leur approvisionnement, la formation des prix et permettre de comprendre quels sont les marchés à suivre. Ces évaluations devraient aboutir à une proposition d'un système de suivi des flux transfrontaliers (formels et informels) au cours de 2006. Ce système informerait mensuellement les systèmes de suivi de la sécurité alimentaire (SAPs, CILSS, FEWS, PAM) des quantités et directions des flux de denrées de base. Ensuite, il est recommandé la mise en oeuvre d'un système de suivi des flux transfrontaliers, dans le plus court délai.

Recommandation 4 : Meilleure appréciation des déficits

D'un côté, la confusion qui existe entre les déficits structurels et les déficits conjoncturels peut cesser dès lors qu'un outil permettant de différencier ces deux types de déficits est appliqué. De l'autre, l'absence d'une analyse poussée de la réponse du secteur privé (substitution, importation) suite à une chute / augmentation de la production conduit à des sous/surestimations des déficits. Ces deux sources de confusion doivent être éliminées de l'analyse des déficits pour éliminer toute polémique lors des discussions au sein des dispositifs de sécurité alimentaires.

Recommandation 5 : Mise en place d'un système de suivi des stocks commerçants et producteurs

Pour un bon suivi des marchés et des échanges, il est important de pouvoir suivre l'évolution des stocks commerçants. Ce suivi pourra être hebdomadaire et pourra se faire chez les commerçants clefs de chaque ville ou village (moins de cinq pour les petits centres urbains et moins de dix pour les grands centres urbains). Grâce à une approche constructive et un travail fructueux avec le commerçant, il faudrait arriver à ce que le relevé soit fait par le commerçant lui-même de manière journalière. Vu que les commerçants hésitent à rendre des informations sur leurs stocks, il faudrait : i) faire en sorte que les données soient collectées de façon anonyme; et ii) éviter que cette collecte d'informations soit faite par des fonctionnaires : les agents des SIM qui sont généralement bien perçus par le monde commerçant, pourraient être chargés de ce type d'enquête. Cette collecte servira aussi à réaliser les trois bilans céréaliers annuels recommandés plus haut (bilan prévisionnel, mi-parcours ou soudure, et ex-post).

Pour les stocks paysans, il faudra collecter de façon périodique des données et les analyser. L'enquête qui existait dans l'enquête Diaper pourrait être remis en fonctionnement et amélioré.

Recommandation 6 : Entreprendre une étude sur l'évaluation des interactions entre les marchés et les groupes vulnérables.

Il s'agit de comprendre pour les différents systèmes de vie comment les groupes vulnérables dépendent des marchés. Par exemple, il existe des groupes qui bénéficient d'une hausse des prix du mil, alors qu'un autre groupe bénéficie d'une hausse du prix du riz et / ou une baisse des prix du mil. Comprendre ces interactions permettra de mieux suivre et prédire les conséquences d'une future évolution des marchés.

Recommandation 7 ; Améliorer/Elargir les analyses sur la sécurité alimentaire aux produits de rente et de bétail

Il apparaît désormais primordial d'accompagner les commentaires du bilan céréalier par une analyse économique des filières des produits de rente et du bétail. Le CILSS au niveau régional et les SAP au niveau national devront inclure dans leur suivi annuel de la sécurité alimentaire une analyse économique des principaux produits agricoles et d'élevage qui est produit dans la zone sahélienne ou dans chaque pays. Chaque type d'animal et produit de rente devra faire l'objet d'un suivi au niveau des prix, des quantités et des événements majeurs qui favorisent ou défavorisent la production et la commercialisation. Ce suivi devrait être basé sur une compréhension approfondie des filières des cultures de rente et de bétail (voir la recommandation suivante).

Recommandation 8 : Entreprendre des études sur les filières de cultures de rente et de bétail dans les pays producteurs et consommateurs de la région ouest africaine

Le bétail est sans doute le produit de rente qui a le plus d'impact sur la sécurité alimentaire des familles. Le marché des différentes espèces de bétail est mal connu et reste donc difficile à analyser pour une utilisation dans l'analyse de la sécurité alimentaire. Il faut donc lancer une étude sur le marché de chaque espèce de bétail (bovins, ovin, caprins, caméliens, asins) et pour chaque pays producteur (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad). Une telle étude nécessite des séries de prix longues pour chaque espèce.

Le niébé est un produit en pleine expansion depuis quelques années et dans plusieurs pays de la sous-région (Burkina Faso et Niger en particulier). C'est un produit qui entre dans l'alimentation des familles mais qui est surtout considéré comme un produit de rente puisqu'il est beaucoup plus vendu qu'autoconsommé. Il fait également l'objet d'une demande importante au Nigeria. La filière de commercialisation de ce produit est mal connue et doit faire l'objet d'une étude approfondie pour mieux connaître la part autoconsommée mais surtout son marché à l'intérieur et l'extérieur des pays producteurs.

Recommandation 9: Entreprendre une étude sur l'urbanisation et son impact sur la sécurité alimentaire des pays sahéliens

L'urbanisation rapide des pays sahéliens apporte un nouveau contexte à la sécurité alimentaire. On parle beaucoup d'insécurité alimentaire au niveau des ruraux, mais

qu'en est-il de celle des urbains ? Le fait qu'une part de plus en plus importante de la population se retrouve dans les villes et que les campagnes doivent continuer à produire de plus en plus de nourriture avec de moins en moins de bras est un défi à la sécurité alimentaire des pays du Sahel. Les ruraux ont-ils la capacité de produire pour les besoins du pays et les urbains ont-ils la capacité d'acheter? Quel impact ce défi de nourrir une population urbaine grandissante a-t-il sur les échanges transfrontaliers? Voici une partie des questions à laquelle cette étude devra répondre.

Annexe 1 : Inventaire des publications

La crise 2004-2005		
Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
Point sur la situation alimentaire au Sahel : novembre 2005 ; septembre 2005 ; mai 2005	Afrique Verte	L'évolution des prix des céréales au Mali, au Burkina Faso et au Niger sur les principaux marchés de chaque région.
2005 Famine au Niger ? Crise alimentaire au Sahel – Fiche documentaire – Août 2005	Afrique Verte	Production et récolte au Niger – Bilan céréalier – L'évolution des prix – Le dispositif de prévention des crises – Mesures prises par le Gouvernement et ses partenaires – Perspectives de sécurité alimentaire au Niger – L'action d'Afrique Verte.
Les facteurs endogènes et régionaux qui sous-tendent la crise alimentaire au Niger – Août 2005	SMIAR - FAO	Pauvreté généralisée et taux de malnutrition très élevés – Disponibilité alimentaires réduites et prix élevés – Politique commerciale du Nigeria -
Situation alimentaire de plus en plus sérieuse dans certaines régions du Sahel – Mai 2005	SMIAR - FAO	Situation alimentaire au Niger, au Burkina Faso, Mali, Mauritanie Sénégal et Tchad.
Les marchés céréaliers : un rôle prépondérant dans la gestion des crises alimentaires au Sahel – Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest	FEWS Net et CILSS	Situation de la production et des prix dans le Sahel – Evaluation de la situation alimentaire courante au Tchad – Opportunités d'échanges dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest
Evaluation des cultures et de la situation alimentaire au Nord Nigeria – septembre 2005	FEWS Net et CILSS	Situation agricole au Nord Nigeria – Situation alimentaire courante au Nord Nigeria - Le commerce céréalier entre le Nigeria et le Sahel – Les facteurs conjoncturels et structurels à la source de la crise de 2004-2005
Niger – Comprendre la crise actuelle en se fondant sur des preuves – juillet 2005	USAID	Vrai ou fausse famine au Niger ? – personnes touchées par la crise – Causes de la crise – la malnutrition – évolution du prix des céréales -
Assistance aux populations affectées par la sécheresse et l'invasion acridienne en	PAM	Causes de l'insécurité alimentaire structurelle – Causes de l'insécurité alimentaire conjoncturelle – Politique/actions d'aide du

2004		Gouvernement – L'assistance du PAM
Rapport mensuel sur la sécurité alimentaire au Sahel – juillet 2005	FEWS NET	Situation de juin 2005 dans les pays du Sahel – Conditions agro-hydro météorologiques - Marchés et perspectives alimentaires
Des productions céréalières records attendues en Afrique de l'Ouest – Août 2005	FEWS NET	Situation en juillet et août 2005 dans les pays du Sahel - Conditions agro-hydro météorologiques - Marchés et perspectives alimentaires
Lutte contre la crise alimentaire au Niger – juillet 2005	Aide et actions	Le contexte de la crise alimentaire – L'intervention d'aide et action
Niger : Vraie crise fausses réponses – octobre 2005	CADTM – Claude Quemar	Une crise annoncée – Un gouvernement incapable de faire face – Une crise structurelle aux racines sociales -

Filière par produit

Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
Le commerce des céréales au Niger – Juin 2002	Kalil KOUYATE – Sani LAOUALI – Assoumana SAMAILA – SIM céréales du Niger	Organisation de la filière commerciale des céréales – Les commercialisation des céréales – rentabilité des circuits – les n céréales (typologie, réseaux de marchés) – le stockage de (producteurs, commerçants zones rurales, grossistes) – les commerciales développées par les acteurs du commerce de (producteurs, commerçants) – caractéristiques du commerce cérééal pays de la sous-région (Nigeria, Bénin, autres pays)
Les flux transfrontaliers du bétail camerounais et du bétail tchadien en transit vers le Nigeria	Jeannot Engola-Oyep – Javier Herrera	Accroissement des exports vers le Nigeria => des hausses de prix au Cameroun – des marges bénéficiaires élevées – Le bétail tchadien vers le Cameroun et vers le Nigeria – Estimation des flux vers le Nigeria.
Le commerce transfrontalier de bétail – décembre 1996	LARES	L'importance et les enjeux du commerce du bétail – Offre et demande de bétail dans la sous-région – le marché et les acteurs – Présentation de quelques circuits de commercialisation – les déterminants et l'intensité du commerce transfrontalier -
Les échanges de coton – mars 1996	LARES	Importance du coton – Organisation des filières - les débouchés – les échanges régionaux – le commerce du coton fibre – le commerce du coton graine

Le commerce transfrontalier des produits maraichers – mars 1997	LARES	Une production régionalisée – Une production atomisée – Les flux et leurs déterminants – les marges – organisation d de la commercialisation
Filières maraichères - décembre 1998	CILSS	Marché africain : moteur de développement ? – L’environnement de la production – disponibilité en eau et main d’œuvre – Fertilisants et semence – Facilité de transport – crédits et vulgarisation - Commercialisation sous contrainte – Défis pour l’avenir -
Analyse du fonctionnement des marchés des produits alimentaires et propositions d’actions à mener – juillet 1999	RESAL – Agnès Lambert	Analyse du fonctionnement des marchés de produits agricoles et d’élevage – Bilan des actions visant à l’amélioration du fonctionnement des marchés – Propositions
L’approvisionnement des marchés en l’oignon – mai 2005	ORO/MISTOWA – Maliki Barhouni	Analyse de l’offre et de la demande au Niger et dans les autres pays – Analyse de l’offre extra-africaine – Opportunités des échanges – Evolution des prix de l’oignon – Contraintes et dysfonctionnement du marché – Modèle d’approvisionnement des marchés
La filière riz au Mali : compétitivité et perspectives de marché – septembre 2005	AFD – Jean Barris – Serge Perrin – Jean Zaslavsky	Marché mondial et situation de l’AO – la filière riz au Mali : nouvelles perspectives – la compétitivité du riz de l’Office du Niger – Les nouvelles stratégies pour le riz malien – Implications en terme de politiques publiques
Sécurité alimentaire et modes de vie des ménages : implication économique de la mévente de l’oignon au Niger – mars 2005	FEWS NET	La baisse des prix de l’oignon en 2005 -
Niger : Profil des marchés céréaliers – Août 2005	Geert BEEKHUIS – SENAC/PAM	Offre et demande des principaux produits agricoles (production, importations, aide alimentaire, demande, bilans) – marchés et chaînes de commercialisation – Evolution des prix
Côte d’Ivoire : Profil des marches en Côte d’Ivoire – septembre 2005	Johan STESENS – Daouda DAO – SENAC/PAM	Offre et demande en aliments de base – Filières de commercialisation -
Nigeria : Grain and Feed – Annual report 2003	Ali Michael DAVID – USDA -Lagos	Production – Consumption – Trade – Policy – Stocks – Marketing for Wheat – Sorghum – Rice – Corn -

"Lorsque le gros maigrir, le maigre meurt » : l'organisation du commerce de l'oignon en Afrique de l'Ouest - 1998	Olivier DAVID - Paule MOUSTIER - pages 105 à 123 dans <i>Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest</i> - Cahier des sciences humaines n° 6 - collection AUTREPART - Edition de l'Aube - ORSTOM	Consommation, production et approvisionnement - les acteurs de l'approvisionnement - Concurrence et complémentarité des filières sur le marché d'Abidjan -
Commercialisation de la gomme : Faible réponse à une forte demande mondiale	Naygotimti BAMBE - dans <i>Tchad et culture</i> - n° 231 - Novembre 2004	La production tchadienne représente 10% de ses possibilités - de nombreuses contraintes - la qualité aide à lutter contre la concurrence -
Le marché du karité	Info Comm - CNUCED	La production - la consommation - le commerce international -

Le commerce et les échanges en Afrique de l'Ouest		
Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
L'antichambre de la globalisation ? ajustement structurel, globalisation et commerce transfrontalier en Afrique de l'Ouest - Juillet 2003	Kate MEAGHER - Collection <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Ajustement et transformation du commerce transfrontalier - Ajustement structurel, turbulences économiques et expansion du commerce transfrontalier - Globalisation : conjonctions et marginalité - Antichambre de la globalisation ou point d'achoppement ? - Erosion des capacités de l'Etat
Analyse sociale des dynamiques frontalières dans la zone de Ouahigouya (Burkina Faso) - septembre 2004	Saidou SANOU - Collection <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Les relations sociales - les circuits commerciaux - les voies de communications et de transport - l'accès au service - l'exploitation des ressources naturelles - La vision des acteurs sur le terrain
Analyse sociale des dynamiques transfrontalières dans la zone de Mopti au Mali - mai 2004	Cheick KAMATE - Collection <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et	Les relations sociales - les circuits commerciaux - les voies de communications et de transport - l'accès au service - l'exploitation des ressources naturelles - La vision des acteurs sur le terrain

	de l'Afrique de l'Ouest	
Approche comparative des réseaux marchands ouest-africains contemporains - 1993	Emmanuel GREGOIRE et Pascal LABAZE - Introduction dans <i>Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest</i> - IRD éditions - collection hommes et sociétés	Les réseaux marchands face aux transformations du champ économique africain - l'organisation sociale des réseaux marchands au long cours - l'inscription spatiale des réseaux marchands - les détours par le religieux du capital marchand - réseaux de commerce et Etats : connivences et conflits autour de l'accumulation rentière -
La trilogie des réseaux marchands haoussas : un clientélisme social, religieux et étatique - 1993	Emmanuel GREGOIRE - dans <i>Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest</i> - collection hommes et sociétés - IRD éditions	Les réseaux de commerce haoussa dans la région de Maradi - Les réseaux régionaux - les réseaux nationaux - les réseaux transfrontaliers - les réseaux internationaux - le rôle de l'islam dans le monde des affaires - accumulation marchande et islamisation - le mouvement <i>izala</i> - les liens entre les <i>al'hazai</i> et les marabouts - les liens entre réseaux marchands et Etats
Les circuits d'approvisionnement alimentaires des villes et le fonctionnement des marchés en Afrique et à Madagascar - 1997	Laurence WILHEM - Collection <i>Aliments dans les villes</i> - FAO-ISRA	Les circuits d'approvisionnement et les marchés - le secteur des marchés dans la villes (organisation) - la problématique des marchés de gros - aménagement et équipement des marchés - gestion des marchés, statut et mode d'occupation par les commerçants.
Les commerçants africains : hommes d'affaires ou spéculateurs ? - 1993	Emmanuel GREGOIRE et Pascal LABAZE - ORSTOM - <i>Actes du séminaire d'économie et de sociologie nigérienne (année 1992-1993)</i> - Edition : mission française de Coopération	Les réseaux de commerce transafricain : ajustement perpétuel au champ sous-régional - les marchands, la rente et la spéculation - étude de cas : les réseaux de commerce haoussa
Sécurité alimentaire et échanges régionaux de céréales - septembre 1997	Fiche thématique 9 - LARES	Tension sur les céréales : expression de la précarité alimentaire - d'où viennent les problèmes ? - Les réactions autarciques des pouvoirs publics - une précarité alimentaire atténuée par l'intégration des marchés - le fonctionnement des échanges - à propos de rentabilité - céréales locales, céréales importées et sécurité alimentaire
Après deux ans d'observation des	Fiche thématique 11 et	Relations bilatérales entre le Nigeria et les pays limitrophes -

échanges transfrontaliers - 1998	12 - LARES	compétitivité des produits nigériens – échanges transfrontaliers d'hydrocarbures – Niger : défi céréaliers – Bénin : commerce de réexportation – Tchad : échanges transfrontaliers de gomme arabique -
Les échanges entre le Mali, le Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire – l'économie marchande à l'état pratique - 1993	Pascal LABAZE - dans <i>Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest</i> - collection hommes et sociétés - IRD éditions	La sphère marchande korhologolaise : du commerce de voisinage aux échanges interrégionaux – Commerce, politique et islam : les mutations récentes du peuplement marchand – Réseaux marchand, stratégies d'arbitrage et captation de la rente frontalière – Constitution et recomposition des réseaux de commerce : le capital marchand dans ses différents états – La petite entreprise contrebandière, pôle dominé des échanges transfrontaliers – La vente régionale de produits textiles – l'approvisionnement en textiles : les connexions internationales d'une distribution régionale – de l'approvisionnement international à la distribution locale : esquisse d'un cycle marchand -
Sahara nigérien : terres d'échanges - 1998	Emmanuel Grégoire - dans <i>Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest</i> - Cahier des sciences humaines n° 6 - collection AUTREPART - Edition de l'Aube - ORSTOM	La voie algérienne : commerce légal et clandestin – la voie libyenne : l'état fraudeur -
Grand commerce féminin, hiérarchie et solidarités en Afrique de l'Ouest -	Béatrice HUMARAU - dans <i>Politique Africaine</i> - n° 67- octobre 1997	Lutter contre l'incertitude des marchés – patronnes et leaders : les grandes commerçantes au sein des associations féminines – Grandes et petites commerçantes – le club des grandes : un club très fermé – les commerçantes et le pouvoir – la réinterprétation des hiérarchies traditionnelles -
Le commerce parallèle en Afrique de l'Ouest Intégration informelle ou subversion économique? - 1996	Kate MAEGHER - dans <i>Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest</i> -	Approche historique et mythes populistes – Le mythe de la solidarité africaine – le mythe de la redistribution – le mythe de l'indépendance par rapport à l'Etat – le mythe de la promotion de la femme – le commerce parallèle dans les années 1970 et 1980 – caractéristiques générales des circuits parallèles – les réseaux de

	CRDI/Karthala	commerce parallèle en Afrique de l'Ouest – les échanges parallèles et l'intégration régionale
Performances commerciales de l'Afrique subsaharienne : une diversification nécessaire - 2002	Jean Baptiste GROS – Gaëlle LETILLY – Sylvie MARTINET – DIAL – <i>Document de travail</i>	Les performances médiocre à l'exportation des pays d'Afrique de l'Ouest – spécialisation sectorielle peu porteuse et déterminée par la compétitivité – diversification insuffisante -
L'Etat doit-il abandonner le commerce des vivres aux marchands - 1990	Emmanuel GREGOIRE – dans <i>Politique Africaine</i> - n°37 – mars 1990	Les réseaux régionaux – les réseaux frontaliers – les réseaux internationaux – libéraliser au profit de qui ? -
Malanville-Gaya : comptoir commercial et couloir de spéculations – juillet 2004	Guy-Michel BOLUVI – Collection <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Une communauté socioculturelle sans frontière – un dynamisme transfrontalier sur l'échange (le marché) et la circulation des produits (le transit) – Gaya, couloir commercial sous-exploité – libéralisation des prix ou blanc-seing à la spéculation – environnement législatif et réglementaire
Les déterminants des échanges transfrontaliers -	<i>L'Echo des frontières</i> – Bulletin trimestriel n° 17 – Janvier-mars 2001 – LARES	Les déterminants des échanges – les échanges – les impacts – les perspectives
Encore du chemin à parcourir : réforme des marchés agricoles en Afrique subsaharienne - 2004	Myène KHERALLAH – Christopher DELGADO – <i>Document d'information</i> - IFPRI	Une réforme nécessaire – Impact des réformes – des contraintes persistantes -

Politiques économiques et commerciales par pays		
Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
Analyse structurelle et conjoncturelle de l'économie ghanéenne – juin 2002	Christophe BARAT – Benoît MASSUYEAU – Gilles SPIELVOGEL – <i>Document de travail du DIAL/Unité de recherche CIPRE - AFD</i>	Les caractéristiques structurelles de l'économie ghanéenne – Analyse conjoncturelle : de la crise financière à la stabilisation – Prévisions et perspectives macroéconomiques pour les années 2001 et 2002 -
L'économie ivoirienne, la fin du mirage ?	Denis COGNEAU –	La trajectoire de l'économie ivoirienne (économie de rente) – La

- décembre 2002	Sandrine MESPLE-SOMPS - Document de travail du DIAL/Unité de recherche CIPRE - AFD	stabilisation macro-économique – les réformes structurelles : un libéralisme en panne – dynamique des niveaux de vie et conflits distributifs -
Les secteurs de l'élevage du coton de la gomme arabique du sucre des céréales et du vivrier au Tchad – juillet 2003	Mission économique de N'Djaména Investir en Zone France (IZF)/UEMOA/CEMAC – (www.izf.net)	L'élevage – Le coton – La gomme arabique – le sucre -
Examen des politiques commerciales du Bénin - Mai 2004	OMC – Rapport du Secrétariat	Environnement économique – Cadre de la politique commerciale – Evolution de la politique commerciale – Evolution des politiques sectorielles - Perspectives
Examen des politiques commerciales du Burkina Faso - Mai 2004	OMC – Rapport du Secrétariat	Environnement économique – Cadre de la politique commerciale – Evolution de la politique commerciale – Evolution des politiques sectorielles - Perspectives
Examen des politiques commerciales du Ghana – février 2001	OMC – Rapport du Secrétariat	Résumé
Examen des politiques commerciales du Mali - Mai 2004	OMC – Rapport du Secrétariat	Environnement économique – Cadre de la politique commerciale – Evolution de la politique commerciale – Evolution des politiques sectorielles - Perspectives
Examen des politiques commerciales du Niger – Juin 2003	OMC – Rapport du Secrétariat	Environnement économique – Cadre de la politique commerciale – Evolution de la politique commerciale – Evolution des politiques sectorielles - Perspectives
Examen des politiques commerciales du Nigeria - Avril 2005	OMC – Rapport du Secrétariat	Environnement économique – Cadre de la politique commerciale – Evolution de la politique commerciale – Evolution des politiques sectorielles - Perspectives

Intégration régionale

Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
Compte rendu de l'Atelier régional sur la coopération transfrontalière en Afrique	Collection <i>Frontières et intégration en Afrique de</i>	Quelques visions politiques et stratégiques nationales – Initiatives et cas concrets – plusieurs échelles, une ambition : typologie des

de l'Ouest – 2 et 3 juillet 2003	l'Ouest - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	« pays-frontière », l'intégration du local au régional, la nécessaire vision régionale des dynamiques de peuplement, décentralisation intégration régionale et aménagement du territoire, commerce extérieur et (dés)intégration régionale – Convergence et autonomie : décisions de l'atelier de Ouagadougou : un réseau « frontières et intégrations en AO, vers un observatoire régional des frontières.
Unité développement local et processus d'intégration régionale – mai 2004	Laurent BOSSARD, Marie TREMOLIERES, Philipp HEINRIGS – Secrétaire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Emergence d'une nouvelle réalité régionale – le local dans la construction régionale – Les défis – Dynamiques de terrain pour une vision à moyen et long terme du processus d'intégration régionale – Valorisation de l'initiative locale et intégration dans l'agenda CEDEAO – L'approche – Programme de travail – Travail en réseau et stratégie de diffusion/communication – partenariats stratégiques – budget consolidé
Structure du commerce extérieur et intégration régionale – octobre 2003	Karim DAHOU - <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Etablissement de relations commerciales « privilégiées » avec les puissances européennes – dépendances à l'égard de l'exportation de matières premières et désintégration des territoires – faiblesse de l'investissement étranger direct et transformation industrielle – règles du jeu du commerce mondial – intégration des réseaux d'échanges régionaux et mondialisation – urbanisation côtière, commerce vivrier et croissance des villes secondaires – disparités des systèmes de production et « émancipation » des paysannes ouest africaines – rémanence des réseaux de commerce régionaux
Fonctionnement et gestions des « pays frontières » en Afrique de l'Ouest – L'expérience vécue du Nigeria et de ses voisins immédiats – mai 2002	Antony I. ASIWAJU - <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	Les priorités – Le contexte de la création de la « National Boundary Commission » - Création et fonctionnement de la « National Boundary Commission » -
Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest - 1996	Editions KARTHALA/CRDI	Champ d'action pour l'intégration et la coopération régionales en Afrique de l'Ouest (Réal LAVERGNE) – 2 ^{ème} partie : Perspectives économiques : les politiques nationales et l'intégration régionale (Ousmane BADIANE), le commerce parallèle en AO (Kate MEAGHER), une stratégie pour les échanges et la croissance en AO (Dirck STRYKER, Jeffrey METZEL et Lynn SALINGER), les leçons de L'UEMOA (Rohinton MEDHORA), intégration monétaire à la lumière

			du débat européen (David COBHAM, Peter ROBSON)
L'intégration régionale : un thème phare de la politique de coopération européenne		Claire MAINGUY – Jean Jacques GABAS – GEMDEV ⁸⁷	Les impacts de l'intégration régionale dans le cadre des APE – Les perspectives en Afrique de l'Ouest – D'autres questions en suspens
Regional integration assistance strategy for West Africa - July 2001		World Bank – report n° 22520-AFR	Contexte régional : Forces et contraintes – intégration ouest africaine : stratégies, institutions, politiques – Assistance de la Banque Mondiale – Points stratégiques de l'assistance de la Banque – le programme de la Banque Mondiale – Collaboration avec d'autres partenaires
Introduction - 1998		Johnny EGG – Javier HERRERA dans <i>Echanges transfrontaliers et intégration régionale</i> – Collection AUTREPART – Editions de l'Aube – ORSTOM	Un espace maillé – une pluralité de logiques de référence – Autonomie, prélèvement, globalisation – Comment mesurer l'intégration des marchés ? – Le système d'échanges entre le Nigeria et la zone Franc – Intégration des marchés et compétitivité vis-à-vis du Nigeria – Le poids des échanges transfrontaliers avec le Nigeria – L'importance des échanges non enregistrés pour l'ensemble régional –
L'intégration régionale des marchés céréaliers : une approche économétrique - 1998		Vincent CAUPIN – Bertrand LAPORTE – pages 145 à 163 dans <i>Echanges transfrontaliers et intégration régionale</i> – collection AUTREPART – Editions de l'Aube – ORSTOM	Le commerce de céréales entre le Niger et le Nigeria – l'intégration spatiale des marchés : analyses économétriques -
L'intégration régionale en Afrique de l'Ouest – résultats de la conférence internationale à Dakar – du 11 au 15 janvier 1993		Momar-Coumba DIOP et Réal LAVERGNE – CRDI	Visions et perspectives de l'intégration régionale – l'intégration économique – l'éducation, la culture, l'information et la recherche – les dimensions politiques et institutionnelles -
Sénégalie méridionale : dynamiques d'un espace d'intégration entre trois Etats (Gambie, Guinée-Bissau – Sénégal)		ENDA prospectives dialogues politiques en partenariat avec OXFAM	La Sénégalie méridionale dans l'espace et le temps – les dynamiques commerciales en Sénégalie entre extraversion et intégration – des filières de production au potentiel d'intégration

⁸⁷ Groupement d'intérêt Scientifique pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement – www.gemdex.org

- avril 2004	America - <i>Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest</i> - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	variable - gestion concertée des ressources naturelles, aménagement intégré du territoire et politiques sous-régionales
La coopération transfrontalière du local au régional pour une intégration des territoires, des économies et des sociétés : le cas de la Sénégambie méridionale - avril 2004	ENDA prospectives dialogues politiques - Collection recherche-action -	Les politiques d'intégration régionale de l'AO face aux nouveaux enjeux - La Sénégambie méridionale comme espace d'intégration - Quelques éléments de conclusion
Integration and African development in the context of structural adjustment - 2002	T. Ademola OYEJIDE - dans <i>African voices on structural adjustment</i> - CRDI/CODESRIA/ Africa World Press	Politique commerciale dans un contexte de stabilisation et d'ajustement structurel - l'intégration régionale et libéralisation du commerce en Afrique -

Autres thèmes

Nom du document	Auteurs/organisme	Les thèmes abordés
L'impact du marché des céréales sur le marché du bétail - mai 2005	Noëlle TERPEND - Journal <i>Marchés Tropicaux</i> - mai 2005	Evolution générale des deux marchés - Evolution comparée des deux marchés - L'amélioration du niveau de vie des éleveurs et des agro-pasteurs.
Evaluation de l'impact sur le développement durable (EID) des négociations commerciales des accords de partenariat économique ACP-UE - Synthèse - janvier 2004	Pricewaterhouse Coopers/CE (www.sia-acp.org)	Modèle structurel ouest africain - Développer des exportations ouest africaines compétitives - Développer un partenariat commercial entre la CEDEAO et l'UE - liens de développement durable en Afrique de l'Ouest - la dimension « développement » de l'APE : promouvoir l'intégration régionale comme condition préalable à une amélioration des flux commerciaux -
Ajustement structurel et politiques alimentaires en Afrique subsaharienne -	R HIRSH - dans <i>Politique Africaine</i> - n° 37 - mars 1990	L'ajustement, mode d'emploi - Enjeux et débats - les sacrifices d'aujourd'hui seront récompensés demain - les politiques alimentaires existent-elles en Afrique - des velléités de politiques alimentaires - Ajustement structurel et situation alimentaire - le cours mondial : une donnée incontournable -
Analyse démo-économique rétrospective	Jean-Marie COUR -	Pourquoi une image démo-économique régionale - Analyse démo-

et esquisse d'image à long terme de la région Afrique de l'Ouest – juin 1993	Document de travail n°2 dans <i>Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest</i> – CINERGIE - OCDE/CILSS/BAD (Rapport WALPTS)	économique de la région Afrique de l'Ouest – Esquisse d'image démo-économique régionale à l'horizon 2020
Les enjeux de l'urbanisation dans les pays en voie de développement – décembre 1995	Jean Marie COUR - dans <i>Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest</i> – CINERGIE - OCDE/CILSS/BAD (Rapport WALPTS)	Peuplement et urbanisation – L'urbanisation, la croissance économique et le développement – Aménagement du territoire, urbanisation, décentralisation et intégration régionale – les besoins de financement des investissements de peuplement et d'aménagement – Quelques implications pour la gestion du processus d'urbanisation
Etat de réflexions sur les transformations de l'agriculture dans le Sahel – Note de synthèse – septembre 1996	Serge SNRECH - Club du Sahel/OCDE	Présentation du programme CILSS/Club sur les transformations de l'agriculture au Sahel – Transformation structurelles de l'agriculture des savanes et du Sahel ouest africain – Enjeux du développement rural dans les pays sahéliens -
Conjoncture économique dans les pays de l'UEMOA – juin 2004	Banque Centrale des Pays d'Afrique de l'Ouest -	Environnement international – Conjoncture économique sein de l'Union -
Etat-nation et migrations en Afrique de l'Ouest : le défi de la mondialisation – novembre 2004	Papa Demba Fall – UNESCO	L'appropriation des frontières par l'Etat post-colonial – dynamiques transfrontalières et recompositions territoriales en Afrique de l'Ouest – Vers une Afrique sans frontières : quelques éléments du débat
Migration and urbanization in francophone West Africa : a review of the recent empirical evidence – September 2003	Cris BEAUCHEMIN – Philippe BOCQUIER – <i>Document de travail</i> – DIAL/CIPRE	Contexte (urbanisation paradoxale – migration, urbanisation et développement – données et sources) – La contribution des migrations à l'augmentation de la croissance urbaine – Migrants et villes
Nourrir, éduquer et soigner tous les Nigériens – la démographie en perspective – Mars 2004	John F. MAY – Soumana HAROUNA – Jean Pierre GUENGANT – <i>Document de travail</i> – Banque Mondiale – Région Afrique – Département du développement	Bilan démographique du Niger – Ressources, performances et réformes structurelles – Réduction de la pauvreté et contraintes démographiques – Un bilan prospectif – de l'urgence de l'action

	humain	
La prévention des crises alimentaires au Sahel – Dix ans d'expérience d'une action menée en Réseau - 1997	Johny EGG et Jean Jacques GABAS STATECO n° 87-88 août-décembre 1997	Les dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire - Concertation et coordination entre différents acteurs - Sécurité alimentaire des ménages : évolution des concepts - Clés de lecture pour le bilan de la prévention des crises alimentaires au Sahel – Les données suivies par le projet FEWS – Le SMIAR – Un exemple d'utilisation des données Météosat
Nouvelle donne, nouvelle information – mars 1990	Jean Pierre MINVIELLE – dans <i>Politique Africaine</i> – n° 37 – mars 1990	L'ajustement structurel et le surdéveloppement des besoins d'information – L'organisation de filière de création de l'information : l'ordonnancement du puzzle – une illustration : le SIM du Burkina Faso -
Définir les priorités pour la recherche sur les politiques alimentaires et nutritionnelles en Afrique de l'Ouest - 2004	Joachim VON BRAUN – IFPRI	Situation de la sécurité alimentaire en AO – Identifier les priorités de la recherche en matière de politiques – Cadre pour une politique d'action – La voie vers le progrès -
Une Afrique sans frontières – les fondations de la croissance régionale - 2005	Document d'information - IFPRI	Investir dans le commerce : cibler les marchés africains (améliorer l'intégration économique – réduire les coûts de commercialisation) - Investir dans la recherche et le développement – Renforcer les institutions régionales – Aller de l'avant
Espaces d'échanges, territoires d'Etat - 1998	Agnès LAMBERT – pages 27 à 39 dans <i>Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique de l'Ouest</i> – Cahier des sciences humaines n° 6 - collection AUTREPART – Edition de l'Aube - ORSTOM	Les dynamiques spatiales en Afrique de l'Ouest (les espaces d'échange, les espaces monétaires, les espaces politiques) – le partage colonial – Etat contemporain et territorialité

Annexe 2 : Résumé des caractéristiques des marchés / échanges

Catégorie de produits	Types de produits	Particularités des produits
Produits vivriers	Les céréales	<p>* Mil = reste la céréale essentielle pour l'alimentation des populations du Sahel central (Mali, BF, Niger, Tchad) en particulier les ruraux</p> <p>* Produit présent sur l'ensemble des marchés du Sahel central. Il représente une grande partie des transactions des produits vivriers sur les marchés. Principal marché régional = Dawanau au Nigeria – Fait l'objet d'échanges transfrontaliers réguliers entre le Nigeria et le Niger et plus exceptionnellement entre le Mali et le Niger.</p>
		<p>* Sorgho = céréale essentielle pour l'alimentation des populations rurales pour certains pays comme le Mali ou le Burkina Faso. Céréale de substitution pour le Niger</p> <p>* Produit fortement autoconsommé par les familles et faisant moins l'objet de transactions. Il est totalement consommé dans les pays producteurs et ne fait pas l'objet d'échanges transfrontaliers. Produit dont le prix suit de près le prix du mil mais toujours moins cher.</p>
		<p>* Mais = céréale de substitution pour le Sahel central. Devient céréale essentielle pour les urbains à cause de sa vente sous forme de farine facile à préparer</p> <p>* Produit plus faiblement produit par les pays sahéliens mais faisant l'objet d'échanges transfrontaliers importants car principalement produit dans le Nord des pays côtiers. Produit dont les prix par rapport aux prix du mil n'ont pas la même importance selon les pays (équivalents au Niger, plus bas au Burkina Faso) à cause de l'origine de la production (respectivement importé et produit dans le pays). Les principaux marchés d'échanges transfrontaliers sont Dawanau, Malanville, Pouytenga et Korogho.</p>
		<p>* Riz = Céréale essentielle pour l'ensemble des populations du Sahel côtier (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau) – céréale essentielle pour les urbains du Sahel central</p> <p>* Produit importé des pays asiatiques pour la grande majorité des pays sauf au Mali où la production nationale est importante et couvre largement les besoins. Produit coté sur le marché international et dont le prix varie en fonction du marché international. Produit faisant l'objet de flux de transit sous-régionaux importants (existence de pays « magasin » comme la Gambie ou la Guinée Bissau à destination du Sénégal, et importation par les ports des pays côtiers pour les pays du Sahel central)</p>

	Les tubercules	<p>*L'igname, le manioc, la patate douce et le voandzou sont peu consommés dans les pays du Sahel. Cette consommation concerne uniquement les zones de production frontalières avec les pays côtiers et un peu les grandes villes.</p> <p>* Les échanges de ces produits concernent peu les pays du Sahel. L'un des principaux marchés transfrontalier de l'igname est Korogho en Côte d'Ivoire</p>
	Les légumineuses	<p>* le niébé = produit dont la production est en pleine expansion depuis quelques années dans le Sahel central. Il est beaucoup consommé par les populations locales</p> <p>* Produit de substitution au mil dans le Sahel central mais aussi produit de rente important pour les populations vulnérables car son prix est élevé. Il fait l'objet d'échanges transfrontaliers importants en particulier vers le Nigeria.</p>
Autres produits agricoles	Le coton	<p>* produit de rente par excellence, il est important au Mali, au Burkina Faso et au Tchad.</p> <p>* Il est à l'origine de 3 marchés différents : le marché de la fibre avec un prix fixé sur le marché mondial, le marché de l'huile qui se concentre sur le marché national (forte autoconsommation des pays producteurs) et le marché du tourteau qui reste encore concentré sur le territoire national des pays producteurs mais qui commence à s'exporter pour l'alimentation du bétail.</p> <p>* C'est un produit riche en revenus monétaires mais limité aux zones soudanaises dans les pays sahéliens. La population concernée par ses revenus est donc limitée géographiquement. Le marché de la fibre est très concurrentiel et les prix ne sont pas toujours rémunérateurs à cause des politiques de protection des Etats Unis</p>
	Les produits maraîchers ou produits de contre saison	<p>* La production concerne principalement le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal. Au Niger cette production est beaucoup plus récente et moins développée. Les produits les plus importants reste la tomate, le gombo, l'aubergine et les feuilles diverses servant aux sauces. La production est concentrée dans les zones péri-urbaines. C'est un produit de rente important pour les populations vulnérables et dont la production peut être mise en œuvre rapidement en cas de crise alimentaire.</p> <p>* Il existe trois types de débouchés : ⇒ le marché national : Les produits sont principalement vendus dans les villes. La demande est importante ⇒ le marché régional : les produits comme la tomate, le gombo, l'aubergine sont exportés vers les pays côtiers car les pays du Sahel ont un avantage comparatif indéniable sur cette production. Les flux sont faibles car il y a de gros problèmes de conservation et de gestion de période de production. Les prix ne sont pas toujours attractifs. ⇒ Le marché européen pour les haricots verts de contre saison produits au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Les revenus sont malheureusement très aléatoires et la production est</p>

		difficilement rentable à cause des normes européennes draconiennes.
	L'oignon	<p>* C'est un produit de rente important pour les zones de production : le Sud du Niger, la région d'Agadez et le pays Dogon au Mali.</p> <p>* Il est à l'origine de gros échanges transfrontaliers entre la zone sahélienne et la zone côtière. Mais il essuie actuellement un revers de prix dû aux problèmes d'insécurité de la Côte d'Ivoire qui était l'un des marchés les plus demandeurs. Il est aussi concurrencé par les importations en provenance des Pays Bas.</p>
	Le karité	<p>* Produit de collecte par excellence, il concerne le revenu des femmes. Ce sont elles qui le récoltent, le transforment et le vendent. C'est un produit de rente pour les femmes.</p> <p>* Le marché est principalement international. Il est utilisé dans la fabrication du chocolat qui consomme la presque totalité de la production. Le marché est concurrentiel car le karité a des substituts.</p> <p>* C'est un produit important dans la survie de la famille rurale sahélienne car ses revenus servent à la gestion alimentaire de la famille.</p>
	La gomme arabique	<p>Sa production augmente dans la zone sahélienne grâce à la mise en place de projets au Mali en particulier. Le Tchad reste de loin le plus gros producteur. C'est un produit de rente pour les producteurs.</p> <p>* Le marché est international et la production est à l'origine de flux de transit vers les pays côtiers</p>
Autres produits	Le bétail	<p>* Plusieurs espèces sont concernées : les bovins, les caprins, les ovins, les camelins et les asins. La production ne demande pas de gros investissements. On peut dire que chaque famille sahélienne a au moins quelques animaux. Les principaux pays concernés sont le Tchad, le Niger, le Mali, le Burkina Faso ; la Mauritanie et le Sénégal.</p> <p>* Chaque espèce est à l'origine d'un marché spécifique qui réagit sous l'effet des fêtes religieuses et des événements familiaux importants. La demande est limitée dans les pays producteurs. Ce sont surtout les pays côtiers qui sont demandeurs car leur production est très faible. Le marché est très dynamique pour l'ensemble des espèces. Les flux transfrontaliers sont relativement faciles en dehors de quelques à-coups spécifiques. En période d'insécurité alimentaire, les prix du bétail suivent l'évolution inverse des prix des céréales. Le marché du bétail est alors fortement tributaire des aléas du marché des céréales. En dehors de ces périodes, les deux marchés sont indépendants.</p> <p>*Produit de rente par excellence pour l'ensemble des familles sahéliennes, c'est un produit refuge pour la richesse familiale : il joue le rôle de « banque sur pied » et à un rôle très important dans</p>

		la sécurité alimentaire des familles.
	La volaille	<p>* la production est générale à toutes les familles sahéliennes. Les espèces produites sont principalement les poules et les pintades. Mais cette production est difficile à cause des épidémies qui entraînent une forte mortalité.</p> <p>* Le marché est très dynamique car la demande urbaine est forte. Le marché est essentiellement national. Les échanges transfrontaliers sont peu nombreux et concernent principalement la pintade qui est peu produite dans les pays côtiers et qui bénéficie d'une forte demande.</p> <p>*c'est un produit de rente qui ne fournit pas des revenus importants car le prix de la volaille est faible mais qui peut fournir un revenu régulier.</p>

Annexe 3 : Personnes interviewées

- ◆ Henri JOSSERAND – Directeur du SMIARD – FAO – Rome
- ◆ Pascal DELORME – Statisticien/économiste – Consultant indépendant travaillant avec le CILSS sur les données du bilan céréalier – Saint Clair
- ◆ Johnny EGG – Agro-économiste à l'INRA – travaillant sur l'étude réalisée par l'IRAM pour la Coopération française et concernant "l'évaluation externe du dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires au Niger" – Paris
- ◆ Moussa CISSE – Coordonnateur du Programme Régional d'Appui « Accès aux Marchés » - Ouagadougou
- ◆ Sani LAOUALI ADDOH et Assoumana SAMAILA – Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) au Niger – Niamey
- ◆ Gary Eilerts - Program Manager/CTO - FEWS NET/USAID – Washington
- ◆ Alain HOUYOUX – Assistant Technique de l'Union Européenne au Burkina Faso – Ouagadougou
- ◆ Amadou KONATE – CILSS – Ouagadougou
- ◆ Marie-Cécile THIRION – Ministère de la Coopération
- ◆ Anne JOSEPH – service sécurité alimentaire – Commission européenne
- ◆ Guido CARRARA – Directeur général du Développement – DG/DEV/D2 – Commission européenne